1 Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ?

Le bien-être des habitants des pays de l'OCDE s'est amélioré à de nombreux égards depuis 2010. Cependant, dans certaines dimensions de la vie, comme par exemple les liens que les personnes entretiennent entre elles ou avec leurs gouvernants, les progrès sont lents – quand la situation ne s'est pas détériorée. Des disparités de bien-être importantes persistent selon le sexe, l'âge et le niveau d'études. En règle générale, les pays de l'OCDE qui obtiennent de meilleurs résultats en termes de niveaux moyens se caractérisent par des inégalités plus faibles entre les groupes de population, et les personnes souffrant de privations y sont moins nombreuses. Les pays qui ont le plus progressé sur le plan du bien-être actuel sont souvent ceux qui affichaient un niveau de bien-être relativement bas au début de la décennie. Ces gains se sont parfois accompagnés d'une progression du PIB sur la période récente mais la corrélation n'est pas systématique, ce qui souligne la nécessité de mesurer le progrès « au-delà du PIB ». Dans bien des cas, les ressources qui sont nécessaires pour pérenniser le bien-être actuel n'ont pas augmenté, et des risques systémiques planent sur le capital naturel, humain, économique et social.

Pour savoir comment vont les citoyens et les sociétés et concevoir des politiques publiques véritablement capables d'améliorer le bien-être, les gouvernements doivent regarder au-delà du fonctionnement de l'économie et prendre également en considération tout un ensemble de conditions de vie. Pour cela, nous avons besoin de données et de statistiques qui reflètent des aspects de l'existence tels que le revenu, la santé, la satisfaction à l'égard de la vie, la sécurité et les liens sociaux. Nous devons aussi pousser l'analyse au-delà des résultats moyens et déterminer non seulement si les conditions de vie s'améliorent, mais où elles s'améliorent et pour qui. Enfin, nous devons mesurer non pas uniquement le bien-être actuel, mais aussi les ressources qui peuvent permettre de le pérenniser.

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE, qui évalue si le bien-être des populations s'améliore ou non (Encadré 1.1), est plus pertinent que jamais. Des préoccupations avaient déjà été exprimées quant aux lacunes des données et à l'absence de statistiques couvrant l'ensemble des conditions de vie des individus lors de la décennie de croissance modérée du PIB et d'inflation faible qui a précédé 2007 (la « Grande Modération »). La crise financière de 2008 et l'instabilité politique, le mécontentement social et les troubles civils qu'elle a provoqués dans plusieurs pays de l'OCDE ont mis un peu plus en exergue la nécessité d'obtenir des données améliorées sur les expériences de nos concitoyens et les circonstances de leur vie. Les Objectifs de développement durable des Nations Unies ont donné une nouvelle impulsion aux efforts entrepris par les pouvoirs publics pour amener les individus, leur prospérité, leur tranquillité, les liens qu'ils nouent et la santé à long terme de la planète au centre des préoccupations. Les gouvernements nationaux sont de plus en plus conscients de l'importance du bien-être, et plusieurs d'entre eux ont mis au point des cadres de mesure du bien-être semblables à celui de l'OCDE. Certains pays membres commencent aussi à développer des outils dans le but d'intégrer le bien-être des citoyens dans la définition de leurs objectifs et priorités stratégiques, l'analyse des politiques et les processus budgétaires (Durand et Exton, 2019[1] ; OCDE, 2019[2] ; Fleischer, Frieling et Exton, 2020[3]).

Alors, le niveau de bien-être s'est-il amélioré dans les pays de l'OCDE ? *Comment va la vie ? 2020* (Encadré 1.2) montre qu'à certains égards, le bien-être a progressé depuis 2010, époque à laquelle la plupart des pays de l'OCDE n'avaient pas fini de se relever des effets de la crise financière. Les habitants des pays de l'OCDE ont aujourd'hui un revenu disponible plus élevé et sont plus susceptibles d'occuper un emploi. Ils vivent également plus longtemps, sont plus satisfaits de leur existence et moins susceptibles de vivre dans un logement surpeuplé. Les taux d'homicides ont baissé, et globalement, les gens se sentent plus en sécurité.

Mais dans d'autres domaines, qui ont trait pour la plupart à la qualité des relations personnelles et aux types de liens que les individus entretiennent entre eux et avec leurs gouvernants, les progrès sont lents, quand la situation ne s'est pas détériorée. Cette évolution nécessite de mettre en place un suivi plus attentif et, plus fondamentalement, impose aux pouvoirs publics d'agir : les inégalités de revenu, la part du revenu que les ménages des pays de l'OCDE consacrent au logement, la mesure dans laquelle les individus se sentent soutenus dans les périodes difficiles et la participation électorale stagnent depuis 2010. Quant au patrimoine médian des ménages, aux résultats des élèves aux épreuves de sciences du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et au temps consacré aux interactions avec les amis et la famille, ces indicateurs se sont tous dégradés. De plus, des disparités marquées selon le sexe, l'âge et le niveau d'études persistent concernant la plupart des aspects du bien-être.

Les pays de l'OCDE qui affichent un niveau moyen de bien-être plus élevé se caractérisent également par une plus grande égalité entre les catégories sociodémographiques (définies selon des critères tels que le sexe, l'âge ou le niveau d'études) ainsi qu'entre les personnes situées en haut et en bas de l'échelle d'évaluation de chaque dimension du bien-être, et les individus souffrant de privations y sont moins nombreux. Globalement, les populations des pays que l'on a l'habitude d'associer à un bien-être élevé – pays nordiques, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande et Suisse – conjuguent un niveau de bien-être relativement élevé et des inégalités relativement faibles. Néanmoins, certains des pays les plus égalitaires ont peu progressé depuis 2010, et certains ont même vu les inégalités se creuser sur leur territoire.

Point positif, un grand nombre de pays de l'OCDE qui étaient relativement mal classés en termes de bien-être au début de la décennie rattrapent peu à peu leur retard : ces pays – dont beaucoup sont situés en Europe de l'Est – sont ceux qui affichent le plus grand nombre d'indicateurs de bien-être en progression parmi ceux examinés dans ce chapitre, et ceux où les inégalités ont reculé selon le plus grand nombre de critères depuis 2010. Certains de ces gains de bien-être se sont accompagnés d'une accélération de la croissance du PIB, mais la corrélation n'est pas systématique, soulignant la nécessité de ne pas se référer au seul PIB comme indicateur de progrès (Encadré 1.5).

L'heure n'est pas à l'autosatisfaction, et les pays de l'OCDE vont tous devoir adopter une approche davantage orientée vers l'avenir pour préserver le bien-être des individus et de la planète à plus long terme. Cela est d'autant plus nécessaire que les gouvernements des pays de l'OCDE sont actuellement confrontés à plusieurs défis, à commencer par la menace d'une stagnation économique prolongée et le risque de voir surgir de nouvelles perturbations naturelles et sociales (OCDE, 2019[4]). Concernant le *capital économique* et le *capital naturel*, les signes d'alerte sont clairs ; quant au *capital social*, il n'a connu pratiquement aucune amélioration depuis 2010. Par exemple, la dette publique et la dette des ménages se sont aggravées dans des pays où ces deux agrégats étaient déjà bien en-deçà des moyennes de l'OCDE. Le changement climatique fait peser une terrible menace sur le bien-être futur, les émissions mondiales de gaz à effet de serre liées à la consommation d'énergie ayant atteint leur plus haut niveau historique en 2018. Les pays de l'OCDE consomment aujourd'hui davantage de ressources terrestres par habitant qu'en 2010, et le nombre d'espèces menacées a augmenté. La confiance envers l'État reste faible et la parité hommes-femmes en politique, si elle gagne péniblement du terrain, demeure un objectif lointain.

Malgré ces risques pour leur bien-être futur, les pays de l'OCDE ont connu quelques avancées sur le plan du *capital humain*. Depuis 2010, la part des jeunes adultes ayant achevé leurs études secondaires du deuxième cycle a augmenté (même si les résultats aux tests obtenus par les élèves dénotent un certain déclin de la qualité de l'enseignement), le nombre de travailleurs au chômage, découragés ou sous-employés a diminué[1], et la mortalité prématurée régresse. Dans l'ensemble, cependant, les progrès accomplis par les pays sur le plan du bien-être actuel ne se sont pas toujours accompagnés d'une amélioration équivalente des ressources nécessaires pour pérenniser ces gains. Dans les années à venir, les pays de l'OCDE devront voir plus loin que l'optimisation du bien-être actuel et adopter une approche plus globale qui répartisse les investissements de façon plus équilibrée entre toutes les facettes du bien-être.

Encadré 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE

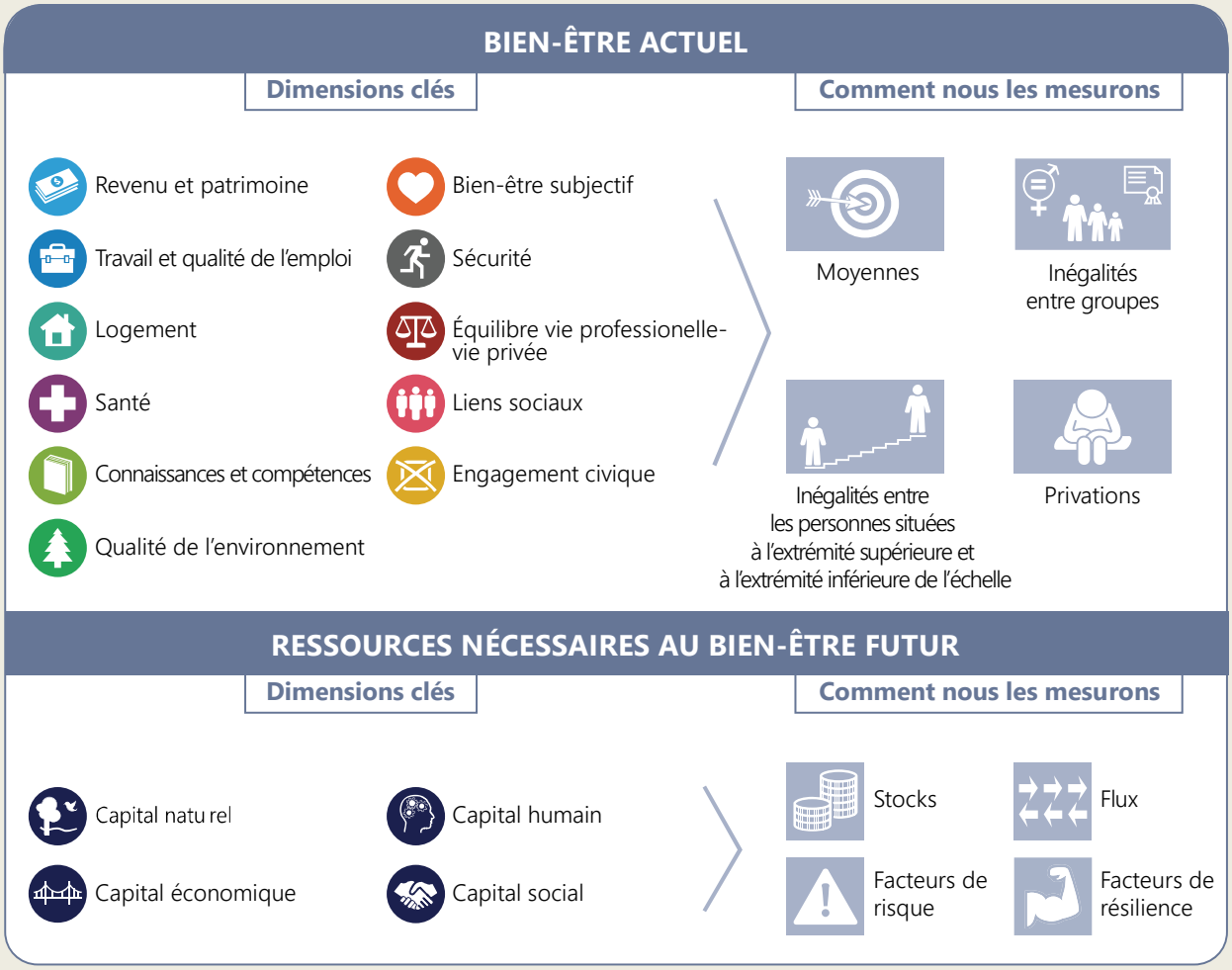
Comment va la vie ? contient des statistiques clés qui indiquent si la vie des habitants des pays de l'OCDE s'améliore ou non. Les données relatives au bien-être actuel se concentrent sur les conditions de vie à l'échelon individuel, du ménage et de la collectivité et décrivent comment les gens perçoivent leur existence « ici et maintenant ». Ces données sont complétées par des statistiques sur les ressources nécessaires pour pérenniser le bien-être, c'est-à-dire, plus spécifiquement, sur les investissements que les pays consacrent à différents types de « capital » (ou l'appauvrissement de ces derniers) et les facteurs de risque et de résilience qui façonneront les changements futurs du bien-être. Recueillir des données séparées sur le bien-être actuel et sa pérennisation permet de déterminer si l'optimisation de l'un se fait au détriment de l'autre (et réciproquement), et jette ainsi un éclairage sur les arbitrages intertemporels qui s'opèrent dans l'élaboration des politiques et sur le profil intergénérationnel du bien-être dans les différents pays.

Dans le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE (Graphique 1.1), le bien-être actuel est mesuré selon 11 dimensions. Celles-ci recouvrent les conditions matérielles qui déterminent les possibilités économiques des individus (*revenu et patrimoine, logement et qualité de l'emploi*) et des facteurs liés à la qualité de vie qui indiquent si les gens vont bien (et ont le sentiment qu'ils vont bien), ce qu'ils savent et sont capables de faire, et dans quelle mesure ils vivent dans des endroits sains et sûrs (*santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif, sécurité*). Autres dimensions de la qualité de vie, les relations que les individus entretiennent avec leurs pairs et leur degré d'investissement dans la vie de la collectivité, et la façon dont ils occupent leur temps et avec qui (*équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux, engagement civique*).

Les moyennes nationales masquant souvent des inégalités importantes entre différents groupes de population, la répartition du bien-être actuel est examinée à l'aune de trois types d'inégalité : les écarts entre groupes de population (par exemple entre les hommes et les femmes, entre les jeunes et les personnes âgées, etc., c'est-à-dire les inégalités « horizontales »), les écarts entre les personnes situées au sommet et en bas de l'échelle de résultats pour chaque dimension du bien-être (par exemple le rapport entre les revenus des 20 % des ménages les plus riches et les revenus des 20 % des ménages les plus pauvres – c'est-à-dire les inégalités « verticales »), et les privations (à savoir la part de la population située sous un seuil de valeur donné, par exemple un niveau de compétences ou un état de santé minimum).

Les ressources systémiques qui conditionnent le bien-être futur sont exprimées à travers quatre formes de capital, c'est-à-dire des stocks qui perdurent dans le temps mais qui subissent aussi l'effet des décisions qui sont prises (ou ne sont pas prises) aujourd'hui. Le *capital économique* englobe les actifs d'origine humaine et les actifs financiers ; le *capital naturel* recouvre les actifs naturels (stocks de ressources naturelles, couverture terrestre et biodiversité des espèces par exemple) ainsi que les écosystèmes et leurs services (océans, forêts, sol et atmosphère par exemple) ; le *capital humain* renvoie aux compétences et à la santé future des individus ; et enfin, le *capital social* désigne les normes sociales, les valeurs partagées et les dispositions institutionnelles qui favorisent la coopération. Bon nombre de ces stocks et flux de capital dépassent largement le cadre de ceux « détenus » par les agents privés et constituent, de fait, des biens publics. Ainsi, le degré de confiance qu'une personne accorde à ses pairs contribue au climat général de confiance interpersonnelle qui règne dans un pays ou une population ; ou encore, les émissions de gaz à effet de serre d'un pays ont un impact sur le climat de la planète. Outre les stocks et les flux de capital, *Comment va la vie ?* met en évidence un certain nombre de facteurs de risque et de résilience clés qui pourraient influencer à l'avenir la valeur de ces flux et stocks sur le plan du bien-être. Par exemple, la dette des ménages fait peser des risques sur les perspectives économiques futures, tandis que le caractère inclusif des processus décisionnels politiques peut exercer un effet protecteur sur le bien-être.

Graphique 1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE



L'évolution de *Comment va la vie ?*

Comment va la vie ? 2020 est la cinquième édition d'une série qui a vu le jour en 2011 à l'occasion du lancement de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE. Depuis lors, les travaux de l'OCDE sur le bien-être ont considérablement évolué, bénéficiant de plusieurs améliorations dans le sillage de la révision approfondie du cadre et des indicateurs du bien-être menée en 2019 (Exton et Fleischer, 2020[5]). *Comment va la vie ? 2020* fait fond sur ces améliorations en opérant une distinction plus nette entre le bien-être actuel et les ressources nécessaires pour le pérenniser (supprimant les indicateurs qui faisaient double emploi entre les deux catégories[2]), en modifiant l'intitulé de certaines dimensions du bien-être actuel et en portant le nombre d'indicateurs composant le tableau de bord du bien-être à plus de 80, suite à l'ajout de nouvelles données sur l'environnement, la santé mentale, l'utilisation du temps, le travail non rémunéré, et la satisfaction des individus à l'égard de leurs relations personnelles et de la façon dont ils occupent leur temps.

Encadré 1.2. Comment lire cet ouvrage

Comment va la vie ? 2020 comprend trois parties :

- « Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ? » – Un tour d'horizon du bien-être (chapitre 1)
- Des informations détaillées sur chaque dimension du bien-être, qui décrivent pour chaque indicateur les moyennes, les niveaux d'inégalité et la tendance dans le temps (chapitres 2 à 16)
- Des statistiques clés sur les résultats de chaque pays de l'OCDE et pays partenaire en matière de bien-être (les profils par pays sont disponibles en ligne uniquement, à l'adresse http://oecd.org/how-s-life).

Ce chapitre présente une analyse globale des tendances du bien-être depuis 2010 en s'appuyant sur un ensemble restreint d'indicateurs phares. Il offre une perspective en surplomb sur les données examinées plus en détail dans les chapitres 2 à 16, qui décrivent l'intégralité des résultats pour les plus de 80 indicateurs que comprend le tableau de bord du bien-être de l'OCDE. Les lecteurs qui souhaitent de plus amples informations sur une dimension particulière du bien-être, comme la santé par exemple, se reporteront au chapitre correspondant, où ils trouveront des données pays par pays sur différents indicateurs de l'état de santé, leur évolution au fil du temps et les disparités observées entre différents groupes de population. Ces chapitres fournissent également des précisions sur les méthodes de mesure et sur certaines lacunes importantes des données qu'il faudra combler pour pouvoir dresser un tableau plus complet du bien-être des populations.

Le choix des **indicateurs phares** utilisés dans le chapitre 1 a été guidé par le souci de rendre la communication plus concise et de mettre en évidence les constats essentiels. Douze indicateurs phares décrivent les niveaux moyens de bien-être actuel, 12 les inégalités de bien-être actuel, et 12 les ressources nécessaires au bien-être futur (voir l' Annexe 1.A). Sauf indication contraire, le chapitre 1 se réfère uniquement à ces trois jeux d'indicateurs phares.

Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ?

Revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi

Les aspects matériels déterminent la situation économique d'une personne et peuvent en outre avoir d'amples répercussions sur d'autres aspects de la vie tels que l'éducation et la santé. Les dimensions essentielles considérées ici sont les suivantes : *le revenu et le patrimoine*, qui ensemble déterminent les possibilités de consommation des individus ; *le logement,* qui leur offre un abri, la sécurité et un espace personnel et privé ; et *le travail et la qualité de l'emploi*, qui décrivent les débouchés professionnels disponibles et les conditions de travail dans l'emploi rémunéré.

D'après les données de 2017 ou les données disponibles les plus récentes, le revenu annuel moyen des ménages dans l'OCDE s'élève à environ 28 000 USD et leur patrimoine médian à environ 162 000 USD. En moyenne, le revenu annuel des 20 % des personnes situées en haut de l'échelle est 5.4 fois plus élevé que celui des 20 % situées en bas. Les ménages des pays de l'OCDE consacrent un tout petit peu plus de 21 % de leur revenu disponible au logement, et 12 % vivent dans un logement surpeuplé. Sur dix adultes âgés de 25 à 64 ans dans ces pays, presque huit exercent un emploi rémunéré. Globalement, 7 % des personnes exerçant un emploi rémunéré effectuent de très longues heures de travail (50 heures ou plus par semaine), et les femmes gagnent presque 13 % de moins par an que les hommes (Tableau 1.1).

Tableau 1.1. Bien-être actuel : revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi

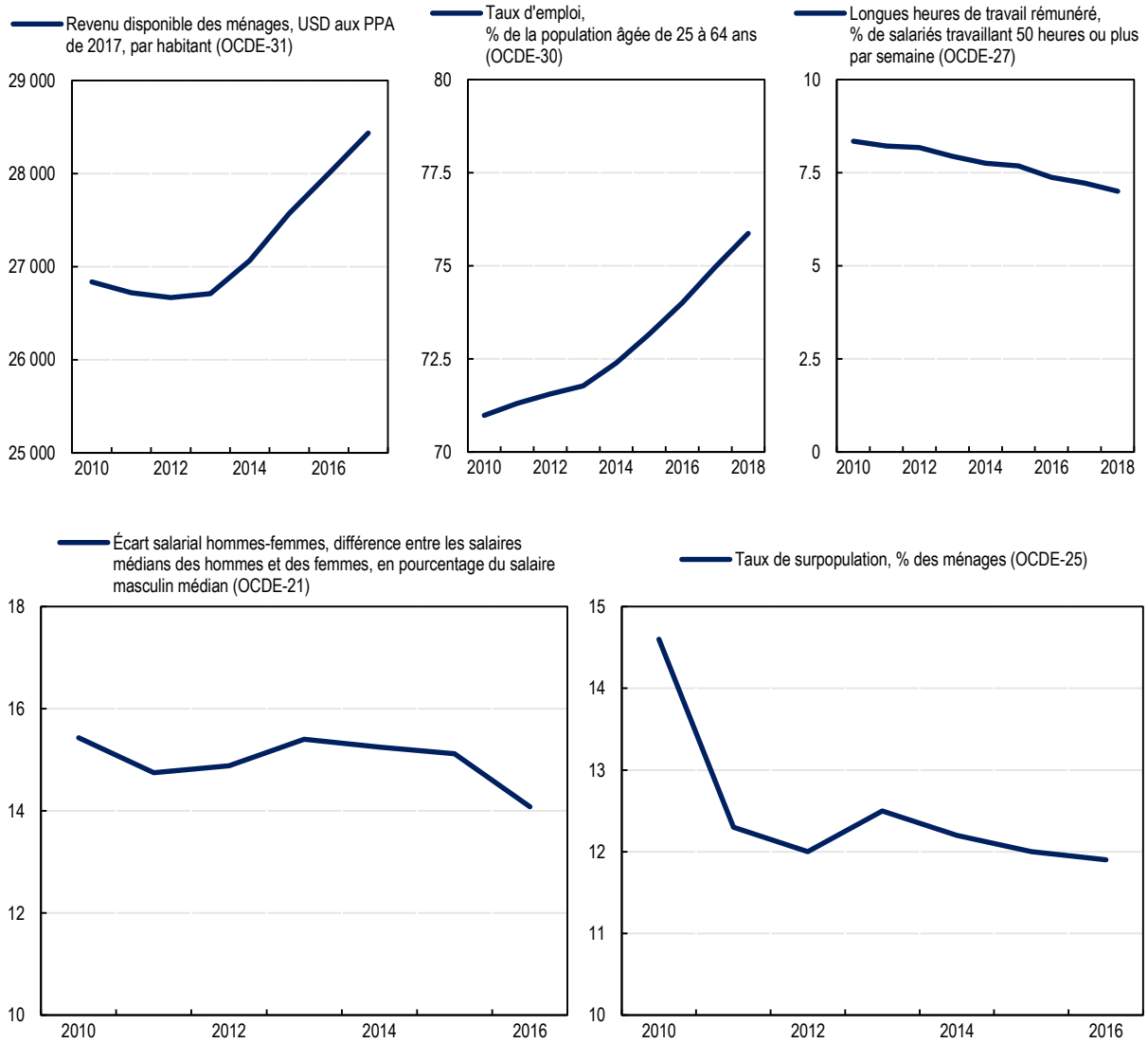
	Indicateur phare	Type	Moyenne et fourchette OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Évolution de la moyenne OCDE depuis 2010	Nb. de pays globalement en progression	Nb. de pays globalement en régression
Revenu et patrimoine	**Revenu des ménages** (revenu disponible ajusté net, USD aux PPA de 2017*, par habitant)	Moyenne	MEX ~16 500 / OCDE-32 ~ 28 000 / USA ~47 500	6%	20	2
	Patrimoine des ménages (patrimoine net médian, USD aux PPA de 2016)	Moyenne	NLD ~19 500 / OCDE-18 ~162 000 / LUX ~450 000	4%	3	6
	Rapport S80/S20 de revenu disponible (part de revenu détenue par les 20 % les plus riches, divisée par la part détenue par les 20 % les plus pauvres)	Inégalité	CHL, MEX 10.3 / OCDE-34 5.4 / CZE, SVN, SVN 3.6	-0.03 point de ratio	6	11
Logement	**Accessibilité financière du logement** (revenu disponible restant après les dépenses de logement)	Moyenne	NZL 74 / OCDE-34 79.2 / KOR 89	+0.1 point de pourcentage	11	9
	Taux de surpopulation (part des ménages vivant dans un logement surpeuplé)	Inégalité	MEX 34 / OCDE-31 12 / IRL 1.4	-2.6 points de pourcentage	10	6
Travail et qualité de l'emploi	**Taux d'emploi** (salariés de 25 à 64 ans, en pourcentage de la population du même âge)	Moyenne	TUR 57 / OCDE-36 76.5 / ISL 87	+4.8 points de pourcentage	31	1
	Écart salarial homme-femme (différence entre les salaires médians des hommes et des femmes, exprimée en pourcentage des salaires masculins)	Inégalité	KOR 34.6 / OCDE 12.9 / LUX 3.4	-1.2 point de pourcentage	10	2
	Longues heures de travail rémunéré (proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine)	Inégalité	TUR 30 / OCDE-33 7 / CHE 0.4	-1.7 point de pourcentage	16	2

Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances. * Les parités de pouvoir d'achat (PPA) permettent de comparer les niveaux de vie entre les pays en ajustant les taux de change des devises grâce à une approche de « panier de biens ».
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

Par rapport à 2010, les habitants des pays de l'OCDE ont bénéficié en moyenne d'une amélioration de certains aspects de leurs conditions matérielles, plusieurs économies s'étant relevées de la crise depuis lors. Plus précisément, le revenu disponible des ménages et les taux d'emploi ont progressé entre 2013 et 2017, gagnant respectivement environ 6 et 5 points de pourcentage. Le taux de surpopulation a diminué de presque 3 points, principalement en raison de la forte baisse intervenue entre 2010 et 2011. Dans près d'un tiers des pays de l'OCDE, l'écart de salaire entre hommes et femmes a globalement diminué au cours de la période 2010-2017. Néanmoins, l'écart moyen ne s'est resserré que d'à peine plus de 1 point de pourcentage durant cette période et, à presque 13 %, il se situe encore loin de la parité (Graphique 1.2).

Graphique 1.2. Les moyennes OCDE des indicateurs suivants se sont améliorées depuis 2010 : revenu disponible des ménages, taux d'emploi, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail et surpopulation des logements

Moyenne OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



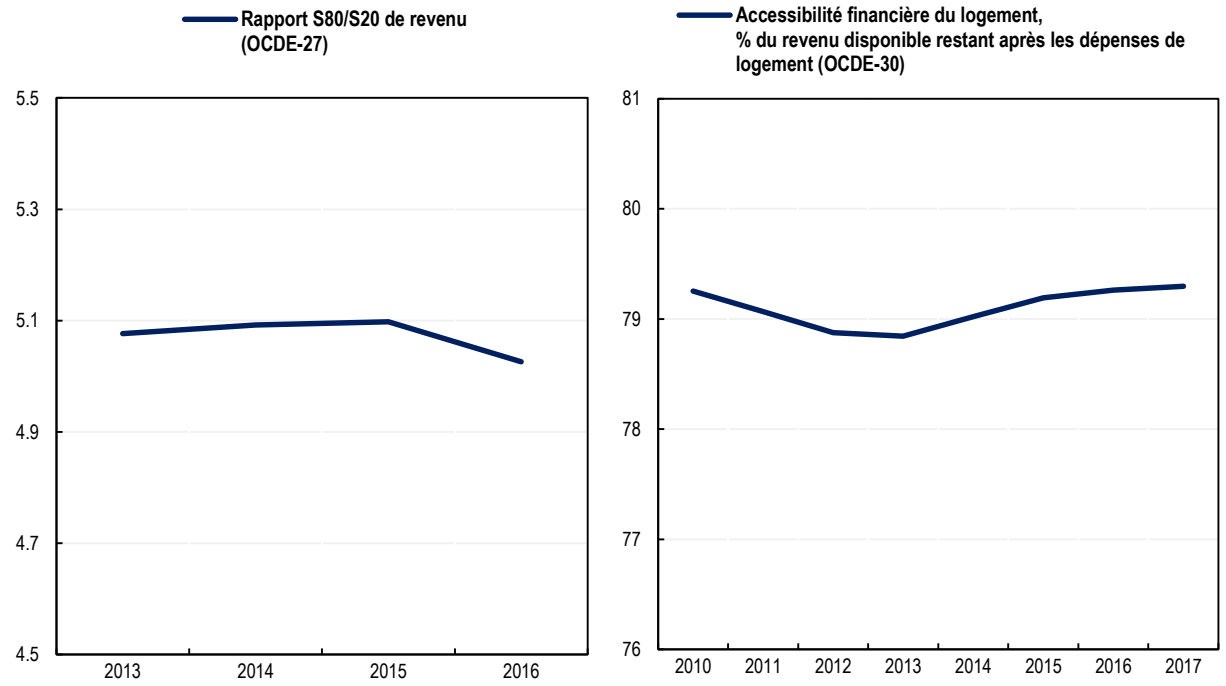
Note : En raison de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne OCDE du revenu des ménages exclut le Chili, la Colombie, l'Islande, Israël, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ; la moyenne OCDE du taux d'emploi exclut l'Allemagne, le Chili, la Colombie, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse ; la moyenne OCDE des longues heures de travail rémunéré exclut l'Allemagne, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Islande, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, le Portugal et la Suisse ; la moyenne OCDE de l'écart de salaire entre hommes et femmes exclut le Chili, l'Espagne, l'Estonie, la France, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, la Slovénie, la Suisse et la Turquie ; et la moyenne OCDE du taux de surpopulation exclut l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Estonie, Israël, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124698

Peu de progrès ont été accomplis depuis 2010 sur le plan de la réduction des inégalités de revenu moyen ou de l'amélioration de l'accessibilité financière du logement (malgré la hausse du revenu des ménages) (Graphique 1.3). De plus, dans les 15 pays pour lesquels des données sont disponibles, le patrimoine médian des ménages a reculé de 4 % en moyenne depuis les alentours de 2010. Dans certains pays de l'OCDE, ce déclin s'explique en partie par la hausse des prix de l'immobilier (OCDE, 2017[6]).

Graphique 1.3. Les moyennes OCDE ne font apparaître aucun progrès sur le plan de la réduction des inégalités de revenu et de l'amélioration de l'accessibilité financière du logement depuis 2010

Moyenne OCDE, 2010 à 2017 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne OCDE du rapport interquintile de revenu S80/S20 exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, l'Islande, le Japon, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie ; et la moyenne OCDE de l'accessibilité financière du logement exclut le Chili, la Colombie, l'Islande, Israël, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124717

Au-delà des indicateurs phares relatifs aux conditions matérielles présentés ici, d'autres statistiques sont dignes d'intérêt (voir les chapitres 2 à 4). Par exemple, les 10 % des ménages les plus aisés détiennent plus de la moitié du patrimoine total des ménages. Si 12 % des habitants des pays de l'OCDE sont en situation de pauvreté monétaire relative (définie par un seuil de 50 % du revenu médian national), la proportion de personnes déclarant avoir du mal à joindre les deux bouts dans les pays européens de l'OCDE est presque deux fois plus élevée (21 %). Depuis 2010, la capacité des gens à joindre les deux bouts s'est améliorée en moyenne, tandis que la pauvreté monétaire relative est restée stable. Cela étant, plus d'une personne sur trois dans les pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles peut être considérée comme en situation de précarité financière – au sens où ces personnes ne disposent pas d'actifs financiers liquides suffisants pour maintenir leur famille au niveau du seuil de pauvreté monétaire pendant plus de trois mois en cas de choc sur les revenus. Parmi les ménages à faible revenu, environ un sur cinq dépense plus de 40 % de son revenu disponible en loyers et remboursements de crédit immobilier. En outre, un jeune sur dix âgé de 15 à 24 ans est sans emploi et sorti du système éducatif (alors que le taux d'emploi global est de 76 %), un taux qui n'a que légèrement diminué depuis 2010 (de 2 points de pourcentage).

Santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif et sécurité

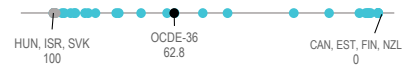
La qualité de vie s'appréhende au travers des expériences personnelles et des conditions environnementales : il s'agit ici de savoir comment vont les gens, comment ils se sentent, et s'ils vivent dans un environnement sain et sûr. Sont prises en compte dans la qualité de vie les dimensions du bien-être suivantes : *la santé* (une longue vie exempte de maladies physiques ou mentales, et la capacité d'une personne d'exercer les activités qu'elle souhaite), *les connaissances et les compétences* (ce que les gens savent et ce qu'ils sont capables de faire), *la qualité de l'environnement* (l'absence de pollution et l'accès aux commodités), *le bien-être subjectif* (un bon équilibre psychique et la perception positive qu'ont les personnes de leur existence) et *la sécurité* (la protection contre les préjudices).

Dans l'ensemble des pays de l'OCDE en moyenne, une personne née en 2017 peut espérer vivre 80.5 ans. À mesure que les individus avancent en âge, des inégalités marquées liées à l'éducation et au revenu se font jour : en moyenne, l'espérance de vie d'un homme âgé de 25 ans diplômé du supérieur dépasse de 7.6 ans celle d'un homme de même âge qui n'a pas dépassé le premier cycle de l'enseignement secondaire. Pour les femmes, l'écart correspondant est de 4.8 ans. En moyenne, un jeune de 15 ans sur huit environ a des compétences inférieures au niveau « de base », défini par des scores faibles dans les trois matières évaluées par le programme PISA de l'OCDE (mathématiques, compréhension de l'écrit et sciences). Dans les pays européens de l'OCDE, 93 % des citadins vivent à dix minutes de marche ou moins d'un parc ou d'un espace vert. En 2017, plus de 60 % de la population de l'ensemble des pays de l'OCDE étaient exposés à un niveau de pollution atmosphérique aux particules fines ($PM_{2.5}$) supérieur à 10 microgrammes/m^3, le seuil dont le dépassement est considéré comme nocif pour la santé humaine par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans l'OCDE, le taux de mortalité par agression est de 2 pour 100 000 personnes, les victimes étant principalement des hommes jeunes sur le continent américain et des hommes âgés de 30 à 44 ans en Europe et en Asie (ONUDC, 2019[7]). Dans l'OCDE en moyenne, les hommes se sentent plus en sécurité que les femmes : huit hommes sur dix déclarent se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit dans le quartier où ils vivent, contre six femmes sur dix. La satisfaction des citoyens à l'égard de la vie, mesurée sur une échelle graduée de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (totalement satisfait), est de 7.4 en moyenne dans les pays de l'OCDE. Lors d'une journée type, une personne sur huit environ éprouve davantage de sentiments négatifs (colère, tristesse, inquiétude) que de sentiments positifs (être content, rire ou sourire beaucoup, se sentir détendu) (Tableau 1.2).

Par rapport à 2010, les taux d'homicides ont baissé en moyenne de 0.8 décès pour 100 000 personnes, et l'écart entre les proportions d'hommes et de femmes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils ou elles marchent seul(e)s la nuit s'est resserré de 3.5 points. De plus, dans les pays de l'OCDE, l'espérance de vie d'un nouveau-né a augmenté d'environ un an et deux mois, les personnes âgées de 15 ans et plus sont légèrement plus satisfaites de leur existence (par rapport à 2013), et le nombre de personnes exposées à une pollution atmosphérique nocive a diminué (Graphique 1.4). Des nuances importantes s'imposent néanmoins : dans certains pays qui affichaient déjà une espérance de vie élevée (tels que l'Islande, l'Allemagne, la Grèce et le Royaume-Uni), cet indicateur commence à plafonner, et les États-Unis n'ont enregistré aucun gain net à cet égard depuis 2010. Les niveaux de pollution atmosphérique ont diminué de presque 12 points depuis 2005, mais les progrès ne sont pas toujours intervenus là où la situation était la plus critique : dans dix pays de l'OCDE (Corée, Grèce, Hongrie, Israël, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovénie), c'est presque toute la population qui reste exposée à des concentrations de $PM_{2.5}$ dangereuses.

La part de la population déclarant éprouver davantage de sentiments et d'états d'esprit négatifs que positifs lors d'une journée type (bilan émotionnel négatif) ne s'est guère améliorée, demeurant relativement stable depuis 2010-12. Les compétences cognitives des élèves en sciences ont globalement diminué durant cette période (Tableau 1.2).

Tableau 1.2. Bien-être actuel : santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif et sécurité

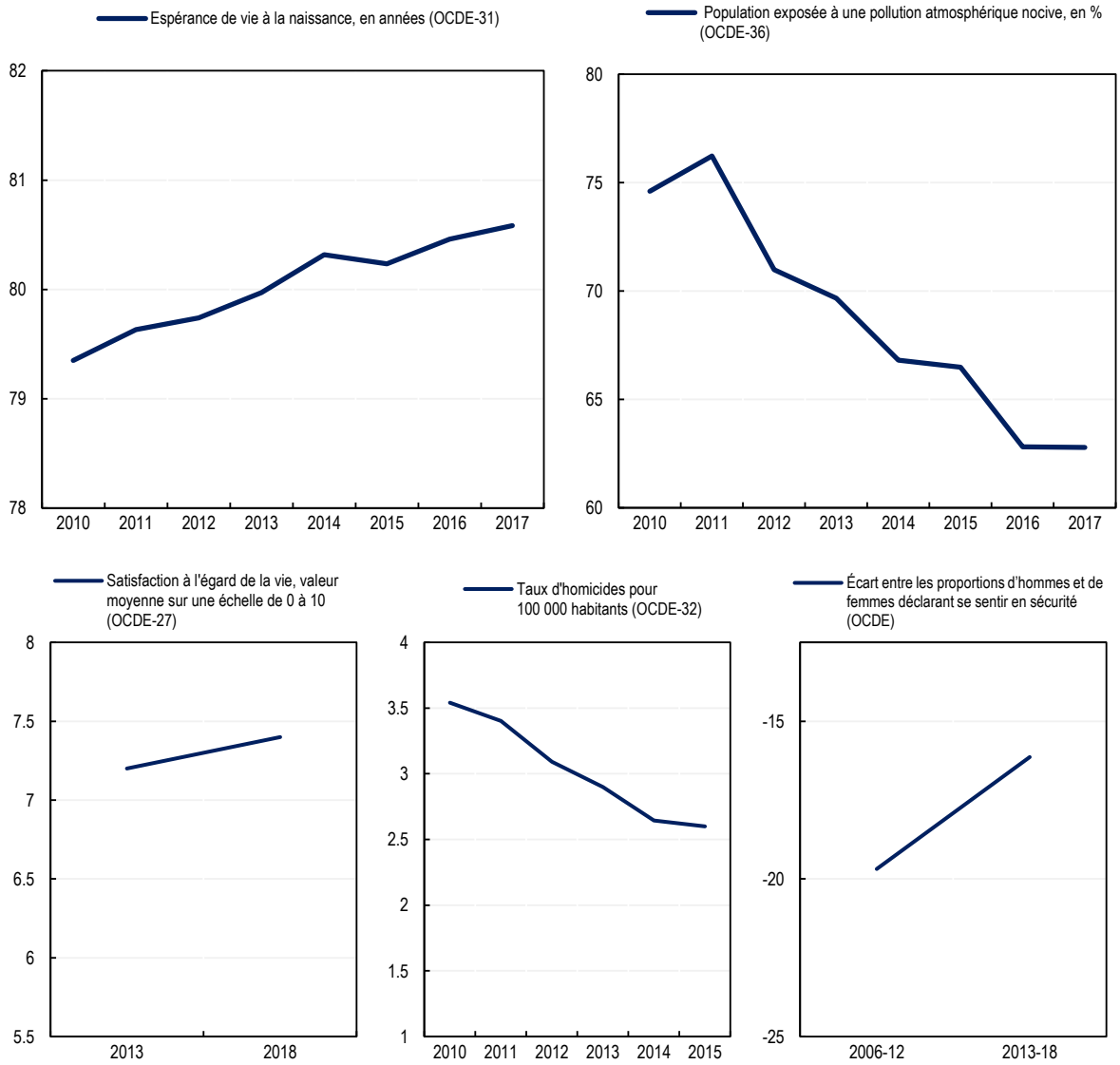
	Indicateur phare	Type	Moyenne et fourchette OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Évolution de la moyenne OCDE depuis 2010	Nb. de pays globalement en progression	Nb. de pays globalement en régression
Santé	**Espérance de vie** (nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre)	Moyenne		+14 mois (1.5 %)	35	0
	Écart d'espérance de vie selon le niveau d'études (parmi les hommes âgés de 25 ans)	Inégalité		Pas de série chronologique		
Connaissances et compétences	**Compétences des élèves en sciences** (scores moyens au PISA)	Moyenne			3	18
	Élèves aux compétences faibles (proportion d'élèves ayant obtenu un score faible en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences)	Inégalité		Pas de série chronologique		
Qualité de l'environnement	**Accès aux espaces verts** (part de la population urbaine vivant à 10 minutes de marche ou moins d'un espace vert)	Moyenne		Pas de série chronologique		
	Exposition à la pollution atmosphérique (part de la population > seuil OMS)	Inégalité		-11.6 points de pourcentage	32	0
Bien-être subjectif	**Satisfaction à l'égard de la vie** (valeur moyenne sur une échelle graduée de 0 à 10)	Moyenne		+0.2 point de pourcentage	15	2
	Bilan émotionnel négatif (part de la population déclarant avoir éprouvé la veille davantage de sentiments et d'états d'esprit négatifs que positifs)	Inégalité		-0.1 point de pourcentage	9	8
Sécurité	**Homicides** (pour 100 000 personnes)	Moyenne		-0.8	18	0
	Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité (écart entre les proportions d'hommes et de femmes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils/elles marchent seul(e)s la nuit dans la ville ou le quartier où ils/elles vivent)	Inégalité		-3.5 points de pourcentage	13	0

Note : Cet instantané présente les données de 2018 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

Graphique 1.4. Par rapport à 2010, les gens vivent plus longtemps et se déclarent plus satisfaits de leur existence, la part de la population exposée à la pollution atmosphérique a diminué, et davantage de personnes sont et se sentent en sécurité

Moyenne OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



Note : En raison de différences méthodologiques et/ou de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne OCDE de l'espérance de vie exclut la Belgique, la Colombie, la Hongrie, le Luxembourg, la Suisse et la Turquie ; la moyenne OCDE de l'exposition à la pollution atmosphérique exclut la Turquie ; la moyenne OCDE de la satisfaction à l'égard de la vie exclut l'Australie, le Chili, la Colombie, la Corée, les États-Unis, l'Irlande, Israël, le Japon, le Mexique et la Turquie ; et la moyenne OCDE du taux d'homicides exclut l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Portugal, la République slovaque et la Turquie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124736

Liens sociaux, engagement civique, équilibre vie professionnelle-vie privée

La qualité de vie se mesure également à l'aune de la qualité des relations, c'est-à-dire la mesure dans laquelle les individus interagissent avec leurs pairs et s'investissent dans la vie de la collectivité, et la façon dont ils occupent leur temps et avec qui. Les principales dimensions considérées ici sont les suivantes :

liens sociaux (quantité et qualité du temps passé avec autrui, et mesure dans laquelle les individus se sentent soutenus), *engagement civique* (le fait que les citoyens puissent prendre part à des activités civiques importantes leur permettant d'agir sur la société dans laquelle ils vivent, et leur participation effective à ces activités) et *équilibre vie professionnelle-vie privée* (le fait de pouvoir concilier obligations familiales, loisirs et travail – qu'il s'agisse de travail rémunéré ou non[3]).

Tableau 1.3. Bien-être actuel : équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux et engagement civique

	Indicateur phare	Type	Moyenne et fourchette OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Évolution de la moyenne OCDE depuis 2010	Nb. de pays globalement en progression	Nb. de pays globalement en régression
Équilibre vie professionnelle-vie privée	**Temps de loisir** (nombres d'heures quotidiennes consacrées aux loisirs et occupations personnelles)	Moyenne	JPN 14 / OCDE-22 15 / ITA 16.5	-6 minutes/jour pour 6 pays (BEL, CAN, ITA, JPN, KOR, USA)	0	0
	Écart hommes-femmes en termes d'heures travaillées (nombre de minutes de travail rémunéré et non rémunéré effectué en plus par jour par les femmes)	Inégalité	ITA 89 / OCDE-24 25 / NOR -24	Pas de série chronologique		
Liens sociaux	**Interactions sociales** (nombre d'heures par semaine)	Moyenne	JPN 2 / OCDE-24 6 / AUT 9.5	-24 minutes/semaine pour 7 pays (BEL, CAN, ITA, JPN, KOR, TUR, USA)	0	4
	Manque de soutien social (proportion de personnes déclarant ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème)	Inégalité	GRC 21.7 / OCDE 8.6 / ISL 2.4	0.2%	9	10
Engagement civique	**Participation électorale** (pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales)	Moyenne	CHL 47 / OCDE 69 / AUS* 91	-0.5 point de pourcentage	8	7
	Ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics (proportion de personnes qui considèrent ne pas avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics)	Inégalité	LTU 12 / OCDE-31 45.5 / SVN 74	Pas de série chronologique		

Note : Cet instantané présente les données de 2019 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur considéré relativement à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances. Le signe * dans la rubrique « participation électorale » signifie que le vote est obligatoire.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

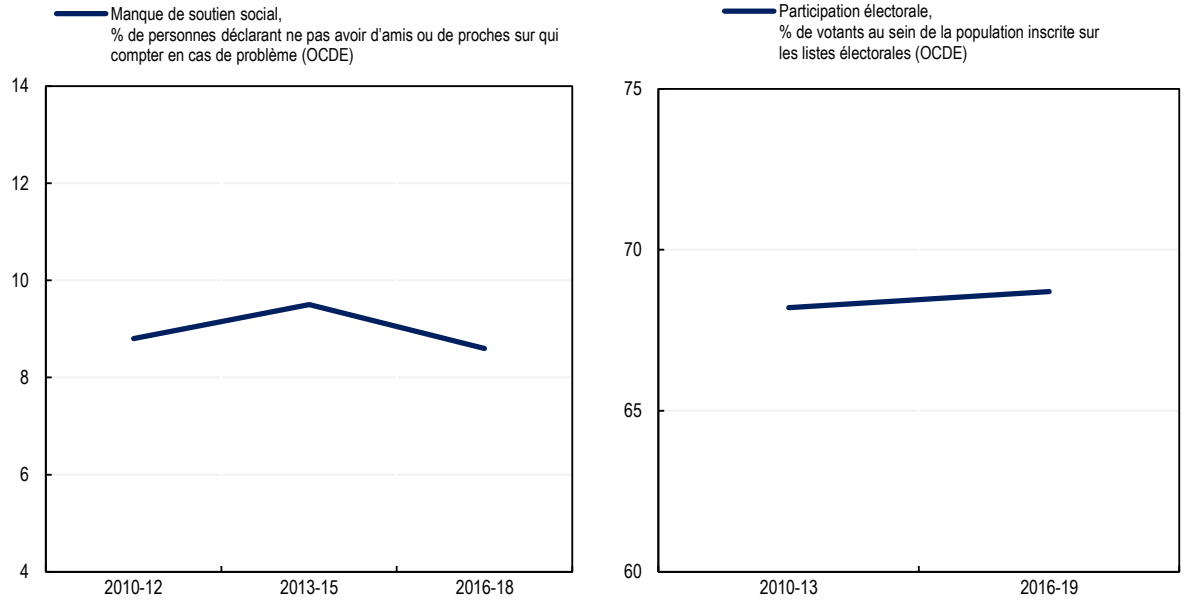
Dans les pays de l'OCDE en moyenne, le temps consacré aux interactions sociales (par exemple, parler avec des membres de sa famille ou sortir avec des amis[4]) est d'environ 6 heures par semaine. Près d'une personne sur dix dans l'ensemble fait état d'un niveau de soutien social insuffisant (c'est-à-dire déclare ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème). Près de 70 % des personnes inscrites sur les listes électorales ont voté à la dernière élection, mais près de la moitié (46 %) des citoyens estiment qu'ils n'ont pas leur mot à dire concernant l'action publique. Les salariés à plein temps ont en moyenne 15 heures de « temps libre » – temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles (sommeil compris) – par jour. Si l'on tient compte à la fois du travail rémunéré et du travail non rémunéré, les femmes effectuent davantage d'heures de travail que les hommes dans presque tous

les pays de l'OCDE – presque 25 minutes par jour, ou 12.5 heures par mois de plus en moyenne (Tableau 1.3).

À l'inverse de l'évolution positive observée pour les indicateurs de bien-être liés aux conditions matérielles et aux aspects individuels de la qualité de vie, la tendance générale, pour les dimensions relationnelles, est stable ou légèrement négative. Cependant, les tendances relatives à l'utilisation du temps dans de nombreuses dimensions relationnelles du bien-être ne sont pas disponibles pour la plupart des pays, six pays de l'OCDE seulement (Belgique, Canada, Corée, États-Unis, Italie et Japon) ayant effectué au moins deux enquêtes sur l'emploi du temps durant les deux dernières décennies. Les données dont on dispose montrent que dans ces pays, le temps libre pour les loisirs et les activités personnelles n'a pas augmenté depuis le milieu des années 2000. En parallèle, le temps hebdomadaire consacré aux interactions sociales a baissé d'au moins 20 minutes dans quatre d'entre eux – d'environ une demi-heure au Canada, aux États-Unis et en Italie, et d'un peu plus de 40 minutes en Belgique (Tableau 1.3). La proportion moyenne de personnes faisant état d'un niveau de soutien social insuffisant et la participation électorale sont restées stables dans les pays de l'OCDE depuis 2010-13 (Graphique 1.5).

Graphique 1.5. Le sentiment de manquer de soutien social et la participation électorale ont peu évolué en moyenne

Moyenne OCDE, 2010 à 2019 ou dernière année disponible



Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124755

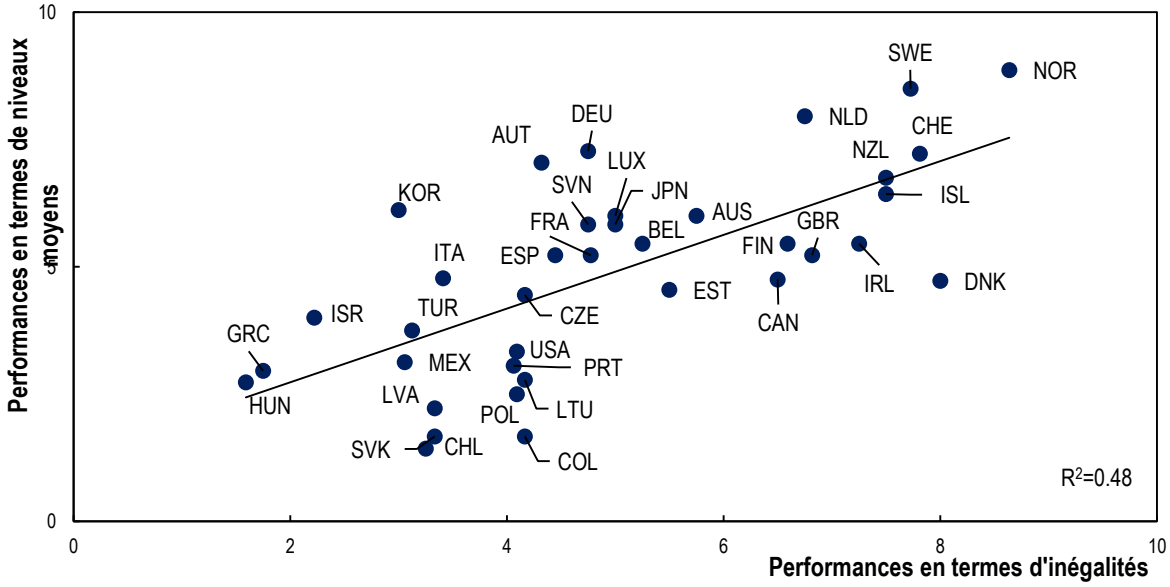
Dans quels pays le niveau de bien-être s'est-il amélioré ou dégradé ?

D'après les indicateurs phares examinés dans ce chapitre, les pays de l'OCDE qui affichent un niveau moyen de bien-être actuel plus élevé sont aussi globalement plus égalitaires – autrement dit, la proportion de personnes souffrant de privations y est plus réduite, de même que les écarts dans la répartition du bien-être et les différences entre groupes de population (Graphique 1.6). Globalement, les populations des pays nordiques, des Pays-Bas, de la Nouvelle-Zélande et de la Suisse conjuguent un niveau de bien-être actuel relativement élevé et des inégalités relativement faibles. A contrario, les habitants des pays

d'Europe de l'Est et d'Amérique latine, ainsi que de Turquie et de Grèce, enregistrent des niveaux de bien-être relativement bas et des inégalités relativement plus marquées. Il y a cependant des exceptions : le Danemark affiche de meilleurs résultats en matière d'inégalités que ce que son niveau de bien-être pourrait laisser supposer, tandis que l'Autriche, la Corée et l'Allemagne sont relativement inégalitaires au regard de leurs scores moyens de bien-être.

Graphique 1.6. Les pays où le niveau moyen de bien-être actuel est plus élevé sont aussi globalement plus égalitaires

Performances comparatives en termes de niveaux moyens et d'inégalités de bien-être actuel, 2018 ou dernière année disponible (les données manquantes sont exclues)



Note : Les performances des pays de l'OCDE en termes de niveaux moyens de bien-être actuel reposent sur les 12 indicateurs phares suivants : revenu disponible des ménages, patrimoine médian des ménages, accessibilité financière du logement, taux d'emploi, espérance de vie, compétences des élèves en sciences, accès aux espaces verts, satisfaction à l'égard de la vie, taux d'homicides, temps de loisir, interactions sociales et participation électorale. Les performances en termes d'inégalités de bien-être actuel reposent sur les 12 indicateurs phares suivants : rapport S80/S20 de revenu disponible, taux de surpopulation, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail rémunéré, écart d'espérance de vie chez les hommes âgés de 25 ans selon le niveau d'études, élèves aux compétences faibles, exposition à la pollution atmosphérique, bilan émotionnel négatif, écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité, écart hommes-femmes en termes d'heures travaillées, part de la population faisant état d'un manque de soutien social et part de la population estimant qu'elle n'a pas son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics. Pour évaluer les performances comparatives des pays de l'OCDE, on leur a affecté un « score » fondé sur la valeur de chaque indicateur en 2010 ou la première année connue (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur). On a ensuite fait la moyenne de ces scores à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de faire la moyenne à travers les différentes dimensions (en appliquant des coefficients de pondération égaux à chaque dimension). Les points de donnée manquants sont exclus du score de chaque pays, de sorte que les scores peuvent être sous-estimés ou surestimés en cas de vide important dans les données.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124774

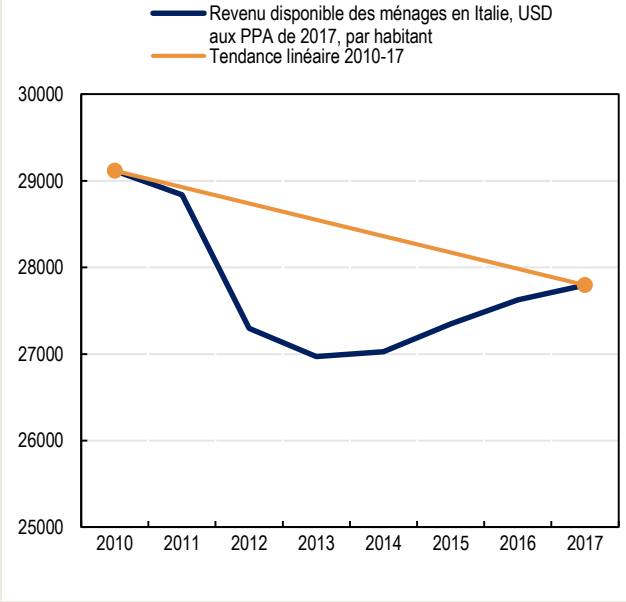
Bien souvent, les tendances moyennes pour l'ensemble de la zone OCDE masquent la situation des pays pris individuellement. L'examen de l'évolution des différents pays membres depuis 2010 montre qu'aucun d'eux n'a vu sa situation s'améliorer ou se dégrader systématiquement pour chacun des aspects du bien-être saisis par les indicateurs phares (Encadré 1.3). Les trajectoires du bien-être sont en réalité contrastées.

Encadré 1.3. Évaluation des tendances du bien-être : note méthodologique

Pour déterminer quels domaines du bien-être requièrent un suivi plus étroit ou une attention plus soutenue de la part des pouvoirs publics, il est essentiel de savoir avec un degré de certitude minimum si tel ou tel aspect du bien-être s'améliore ou se dégrade au fil du temps. *Comment va la vie ? 2020* utilise deux types d'analyse pour qualifier les tendances :

- Dans le cas des indicateurs pour lesquels les séries chronologiques sont suffisantes (avec un minimum de trois observations par pays), on examine les *mouvements sur l'ensemble de la période* depuis 2010 pour déterminer si la tendance générale est positive ou négative. En effet, en ne considérant que les changements intervenus entre les points de départ et de fin d'un indicateur (c'est-à-dire 2010 et 2018), l'analyse courrait le risque d'utiliser comme référence une année inhabituelle, et donc de surestimer ou sous-estimer le changement réel. Aussi, lorsqu'il existe des séries chronologiques suffisantes pour au moins 75 % de l'ensemble des pays pour lesquels des données sont disponibles, *Comment va la vie ?* utilise le coefficient de corrélation des rangs de Spearman entre les valeurs observées de chaque indicateur et le temps (exprimé en années). Un pays est considéré comme étant « **globalement en progression** » ou « **globalement en régression** » si le coefficient de corrélation de Spearman est significatif au moins à 10 %, et comme étant « **sans tendance claire** » dans les autres cas. Le Graphique 1.7 illustre ce cas de figure : on constate que le revenu disponible des ménages en Italie était plus bas en 2017 qu'en 2010, mais aussi qu'il a baissé pendant trois années, et augmenté pendant quatre autres. En appliquant la méthode de Spearman, on peut donc conclure à « l'absence de tendance claire » pour cet indicateur et ce pays.

Graphique 1.7. Revenu disponible des ménages en Italie, 2010-17



StatLink https://doi.org/10.1787/888934124793

- Dans le cas des indicateurs pour lesquels les séries chronologiques sont insuffisantes (moins de 75 % de l'ensemble des pays pour lesquels des données existent disposent d'au moins trois observations), l'évolution dans le temps a été estimée en calculant le changement intervenu entre deux points uniques, 2010 (ou l'année connue la plus proche) et 2018 (ou la

dernière année connue). Des seuils propres à chaque indicateur sont utilisés pour déterminer si un pays est « en progression », « en régression » ou « sans tendance claire » (Tableau 1.4). Ces seuils tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, notamment l'ampleur totale de l'évolution observée dans les pays de l'OCDE (tant en valeur unitaire absolue qu'en pourcentage), la distribution univariée des valeurs entre les pays de l'OCDE et la marge probable d'erreur dans les valeurs estimées.

Limites

Les données manquantes limitent la possibilité d'évaluer de façon exhaustive les changements survenus dans de nombreux pays et soulignent la nécessité d'augmenter la fréquence de collecte des statistiques officielles sur le bien-être. Par exemple, plus de la moitié des pays de l'OCDE (23) ne disposent pas d'informations suffisantes pour estimer les tendances d'au moins un tiers des 12 indicateurs phares relatifs au niveau moyen de bien-être actuel. La moitié de ces indicateurs sont manquants en Australie, en Islande, en Turquie et en Nouvelle-Zélande, et presque 60 % en Colombie et en Israël. Les lacunes sont encore plus béantes pour les indicateurs d'inégalités de bien-être actuel, puisqu'elles concernent au moins un tiers des 12 indicateurs phares dans la totalité des pays de l'OCDE. Pour certains indicateurs, aucun pays de l'OCDE ne possède plus d'un point de donnée : accès aux espaces verts, écart d'espérance de vie selon le niveau d'études, proportion d'élèves faibles, écart du nombre d'heures travaillées entre hommes et femmes, et part de la population estimant ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics. Le jeu de données sur le bien-être étendu de l'OCDE (chapitres 2 à 16) comporte lui aussi de nombreuses lacunes qui nuisent à la pertinence des analyses.

Tableau 1.4. Seuils utilisés pour évaluer l'évolution des indicateurs phares du bien-être lorsque les séries chronologiques sont insuffisantes

Indicateur	Unité de mesure	Seuil
Revenu et patrimoine		
Patrimoine des ménages	Patrimoine net médian, USD aux PPA de 2016	+/-9 000 USD
Connaissances et compétences		
Compétences des élèves en sciences	Scores moyens au PISA	Utilisation des intervalles de confiance communiqués par la Direction de l'éducation de l'OCDE
Bien-être subjectif		
Satisfaction à l'égard de la vie	Valeur moyenne sur une échelle graduée de 0 10	+/-0.2 point sur l''échelle
Sécurité		
Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité	Mesure dans laquelle les femmes se sentent moins en sécurité que les hommes lorsqu'elles marchent seules la nuit, exprimée par la différence en points de %	+/-5.0 points de pourcentage
Équilibre vie professionnelle-vie privée		
Temps de loisir	Heures par jour	+/-20 min
Liens sociaux		
Interactions sociales	Heures par semaine	+/-20 min
Engagement civique		
Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	+/-3 points de pourcentage

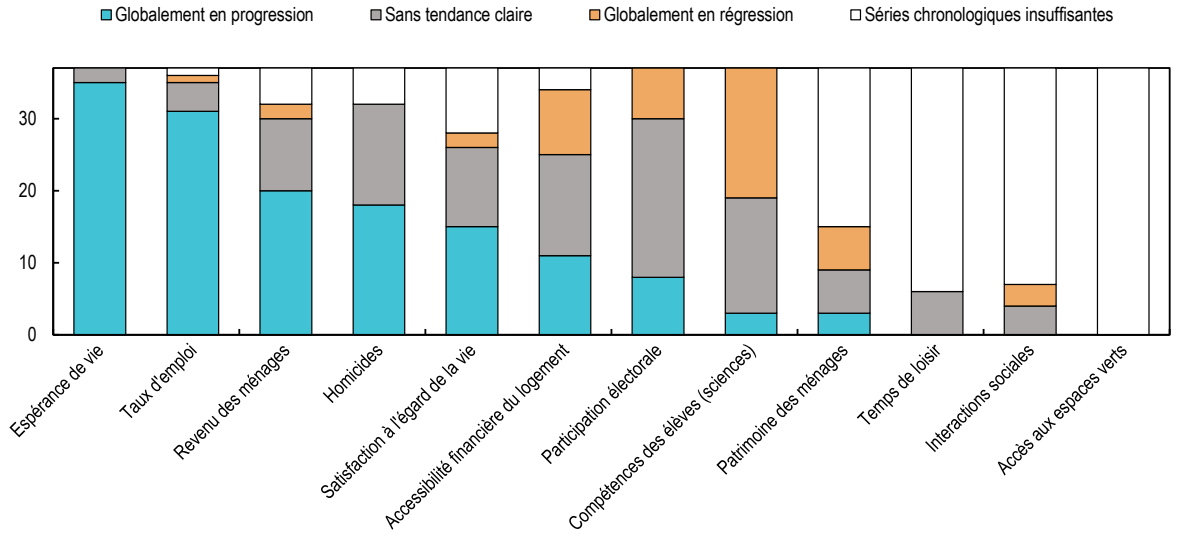
Tendances des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être depuis 2010, par pays

Les scores moyens de la plupart des indicateurs phares du bien-être actuel, soit ont progressé, soit n'ont pas suivi de tendance clairement définie depuis 2010 (Graphique 1.8). L'espérance de vie, les taux d'emploi et le revenu disponible des ménages se sont globalement améliorés dans plus de la moitié des pays de l'OCDE. La Norvège est le seul pays où le taux d'emploi a notablement baissé, et l'Autriche et la Grèce les deux seuls pays où le revenu disponible ajusté net des ménages s'est globalement détérioré. Le taux d'homicides a globalement diminué dans 18 pays de l'OCDE sur 37, et la satisfaction à l'égard de la vie a augmenté dans 15 pays de l'OCDE sur 27. Sur d'autres aspects, les tendances divergent : dans la plupart des pays de l'OCDE, il n'y a pas eu de changement net de la participation électorale par rapport à 2010-12, et parmi les pays restants, l'indicateur a augmenté dans huit pays et baissé dans sept (avec une chute de plus de 10 points de pourcentage en Lettonie et en Slovénie). L'accessibilité financière du logement s'est améliorée dans 11 pays de l'OCDE mais s'est globalement détériorée dans dix autres. En Finlande, en Irlande et au Portugal, la part du revenu des ménages consacrée au logement est supérieure de plus de 2 points de pourcentage à ce qu'elle était en 2010.

Plusieurs indicateurs se sont dégradés entre 2010 et 2018 dans une majorité de pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Par exemple, les scores des élèves aux épreuves de sciences du PISA se sont nettement détériorés dans une légère majorité des pays de l'OCDE. Dans le sous-groupe de pays pour lequel des informations sont disponibles, les pays où le patrimoine médian des ménages a baissé sont deux fois plus nombreux que ceux où il a augmenté. En Grèce, il s'est amoindri de 40 % depuis 2010. Aucun pays de l'OCDE n'a fait de progrès sur le plan de l'emploi du temps – plus précisément en termes de quantité de temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles, ou aux interactions sociales – depuis 2010 ou l'année la plus proche connue. Ainsi, le temps que les personnes consacrent aux interactions sociales a-t-il diminué d'environ une demi-heure au Canada, aux États-Unis et en Italie, et d'un peu plus de 40 minutes en Belgique.

Graphique 1.8. Seuls quelques indicateurs du niveau moyen de bien-être se sont détériorés

Tendances des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être actuel depuis 2010, par nombre de pays de l'OCDE



Note : Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124812

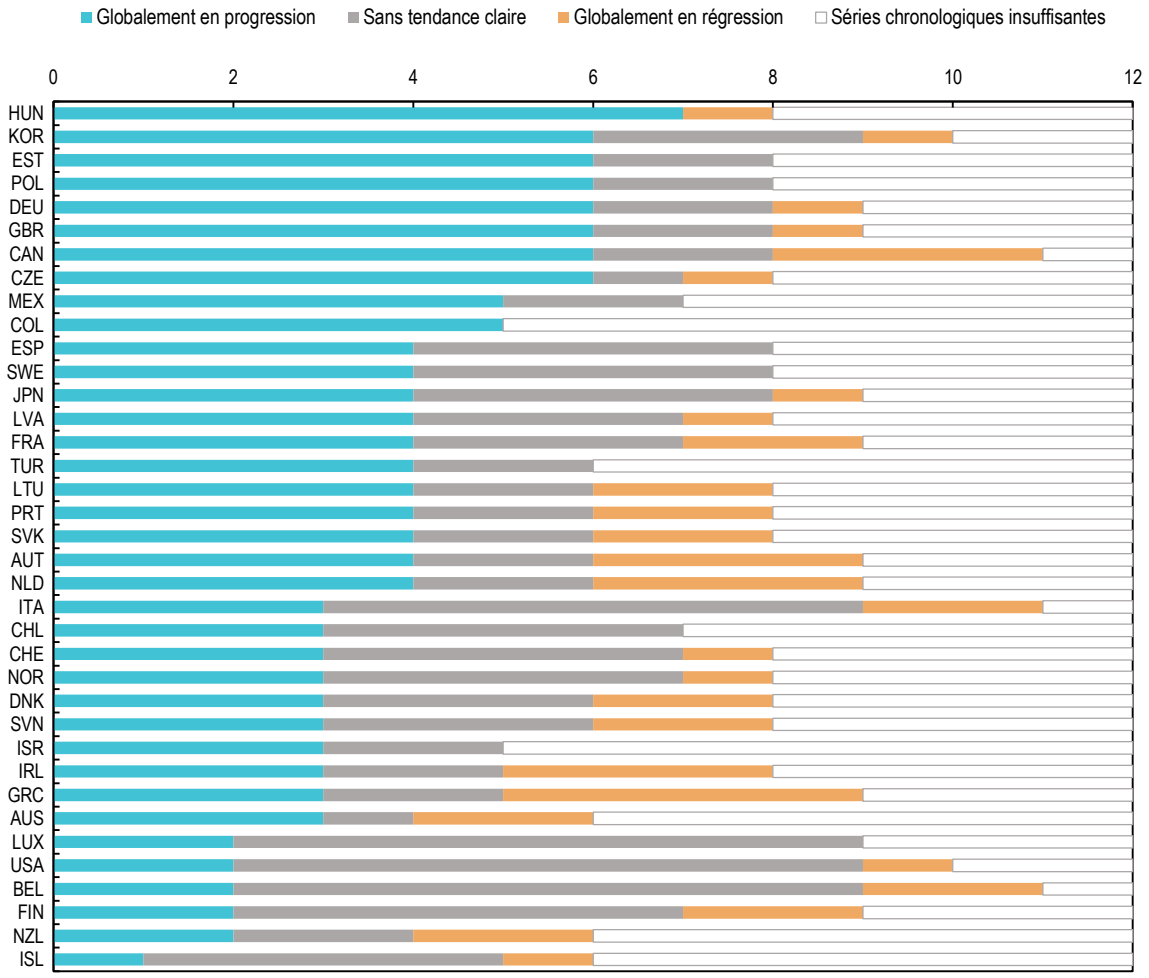
L'Allemagne, le Canada, la Corée, l'Estonie, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et le Royaume-Uni sont les pays qui affichent le plus grand nombre de gains en matière de niveau moyen de bien-être actuel (c'est-à-dire le plus grand nombre d'indicateurs phares en progression depuis 2010) (Graphique 1.9). Certains de ces « champions », tels que l'Allemagne, se prévalaient déjà d'un niveau de bien-être relativement élevé en 2010. Mais les progrès ont surtout été enregistrés par des pays qui partaient d'un niveau plus bas et disposaient donc d'une marge de progression plus importante (Graphique 1.10). Par exemple, la Hongrie est le seul pays de l'OCDE où plus de la moitié des indicateurs moyens de bien-être se sont améliorés : le revenu disponible des ménages, le taux d'emploi, l'accessibilité financière du logement, l'espérance de vie, la satisfaction à l'égard de la vie et la participation électorale sont tous orientés à la hausse, tandis que le taux d'homicides a reculé. La Hongrie n'en continue pas moins d'occuper le tiers inférieur du classement des pays de l'OCDE pour ces indicateurs, tout comme la Pologne, l'autre pays qui a fortement progressé (Graphique 1.6).

À l'autre extrémité, la Belgique, les États-Unis, la Finlande, l'Islande, le Luxembourg et la Nouvelle-Zélande sont les pays qui ont enregistré le plus petit nombre de gains en matière de bien-être depuis 2010 (Graphique 1.9). Bien qu'il s'agisse de deux pays généralement bien classés en termes de bien-être moyen, un seul indicateur a régulièrement progressé en Islande (le taux d'emploi), et deux en Nouvelle-Zélande (revenu des ménages et espérance de vie)[5].

L'amélioration de certains aspects de la vie ne s'accompagne pas automatiquement d'une amélioration des autres dimensions. Par exemple, bien que le Canada fasse partie du groupe de tête des pays de l'OCDE qui ont vu la moitié des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être s'améliorer, la part du revenu consacrée au logement, les compétences des élèves en sciences et la quantité de temps passée avec des amis ou des membres de la famille sont autant d'indicateurs qui se sont dégradés depuis 2010 dans ce pays. Le pays qui a vu le plus grand nombre d'indicateurs moyens de bien-être se détériorer est la Grèce (Graphique 1.9) : les compétences des élèves, la participation électorale, le revenu disponible et le patrimoine médian des ménages ont tous régressé sur la période écoulée depuis 2010.

Graphique 1.9. La Hongrie est le seul pays de l'OCDE où plus de la moitié des indicateurs moyens de bien-être se sont améliorés

Tendances des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être actuel depuis 2010



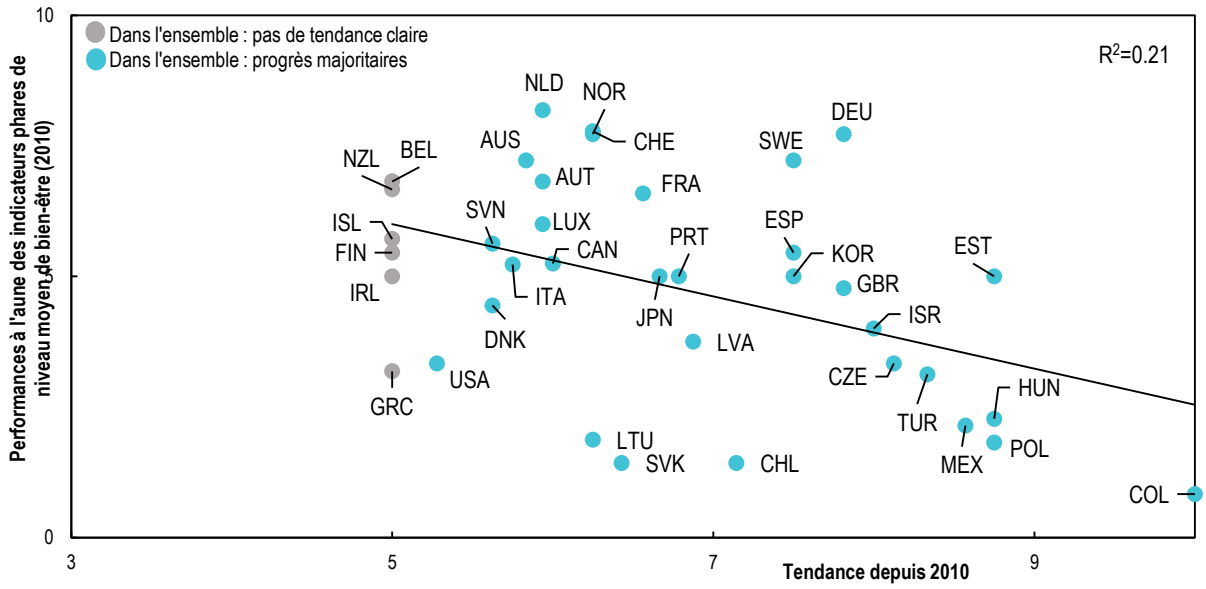
Note : On dispose d'informations suffisantes sur les changements intervenus au fil du temps dans la majorité des pays de l'OCDE pour les indicateurs phares suivants : revenu disponible ajusté des ménages, patrimoine médian des ménages, accessibilité financière du logement, taux d'emploi, espérance de vie, compétences des élèves en sciences, satisfaction à l'égard de la vie, taux d'homicides, temps de loisir, interactions sociales et participation électorale. Aucune donnée n'est disponible sur l'évolution de l'accès aux espaces verts dans le temps, raison pour laquelle cet indicateur est marqué « manquant » pour tous les pays. Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124831

Graphique 1.10. Les pays de l'OCDE qui affichaient des niveaux moyens de bien-être inférieurs en 2010 rattrapent peu à peu leur retard

Performances comparatives en termes de niveaux moyens de bien-être actuel en 2010 (ou première année connue) et tendances observées depuis (les données manquantes sont exclues)



Note : Les performances des pays de l'OCDE en termes de niveaux de bien-être actuel reposent sur 12 indicateurs phares : revenu disponible des ménages, patrimoine médian des ménages, accessibilité financière du logement, taux d'emploi, espérance de vie, compétences des élèves en sciences, accès aux espaces verts, satisfaction à l'égard de la vie, taux d'homicides, temps de loisir, interactions sociales et participation électorale. Des séries chronologiques sont disponibles à partir de 2010 pour tous ces indicateurs à l'exception de l'accès aux espaces verts. Pour évaluer les performances comparatives des pays de l'OCDE, on leur a affecté un « score » fondé sur la valeur de chaque indicateur en 2010 ou la première année connue (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur). Pour évaluer les tendances depuis 2010 (ou la première année connue), on a affecté aux pays un « score » de 0 lorsque les indicateurs étaient globalement en régression, de 5 lorsqu'aucune tendance claire ne se dégageait, et de 10 lorsque les indicateurs étaient globalement en progression. Voir l'Encadré 1.3 pour de plus amples précisions sur la méthode utilisée pour évaluer les tendances. On a ensuite fait la moyenne des scores de chaque pays (pour les performances comparatives et la tendance au fil du temps) à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de faire la moyenne à travers les différentes dimensions (en appliquant des coefficients de pondération égaux à chaque dimension). Les données manquantes sont exclues des analyses, de sorte que les scores peuvent être sous-estimés ou surestimés en cas de vide important dans les données.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124850

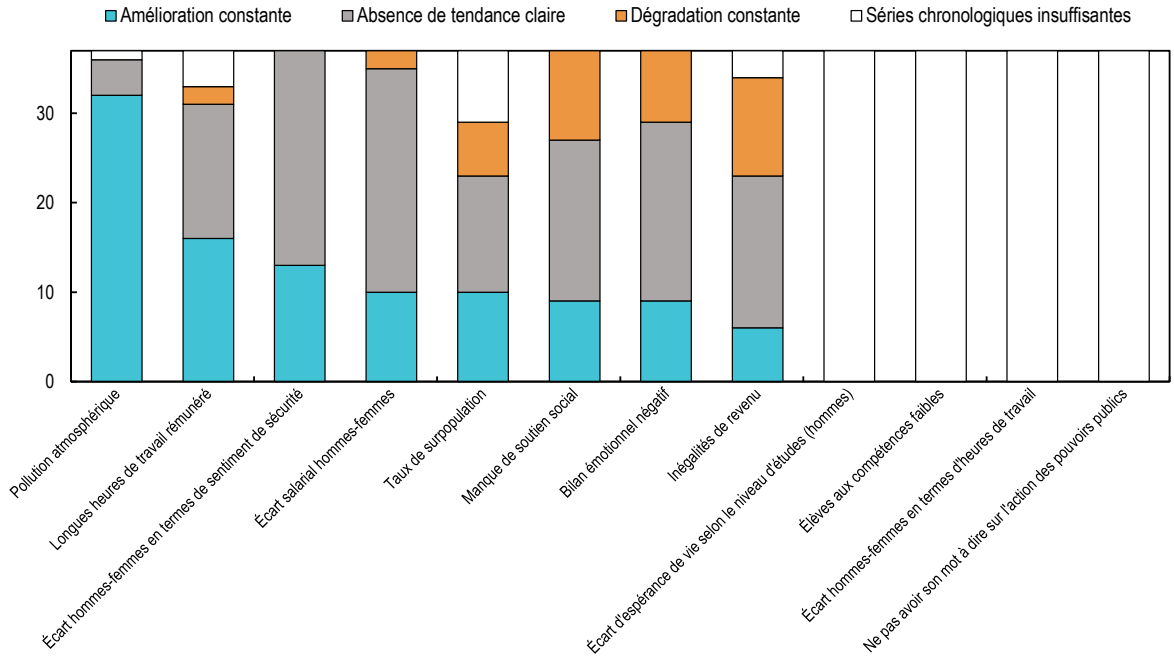
Évolutions des inégalités selon les indicateurs phares du bien-être depuis 2010, par pays

Contrairement au bien-être actuel, en amélioration globale, le bilan des pays de l'OCDE en matière de réduction des inégalités n'est pas entièrement satisfaisant, les progrès sur ce front étant dans l'ensemble moins manifestes (Graphique 1.11). Le pourcentage de salariés qui effectuent régulièrement de longues heures de travail et sont exposés à une pollution atmosphérique nocive sont les seuls indicateurs phares qui renseignent une baisse régulière du niveau de privation depuis 2010 dans la plupart (la moitié ou plus) des pays de l'OCDE. Cependant, alors que 32 pays ont régulièrement diminué l'exposition aux particules fines (PM2.5), l'ensemble de la population y reste exposée à des niveaux dangereux dans dix pays de l'OCDE (Corée, Grèce, Hongrie, Israël, Mexique, Pays-Bas, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovénie).

Pour toutes les autres formes d'inégalités couvertes par ces indicateurs, aucune tendance claire n'est observable. Les évolutions du sous-ensemble de pays qui affichent une tendance constante depuis 2010 sont souvent contradictoires. Ainsi, le pourcentage de personnes dépourvues de soutien social a augmenté dans quasiment le même nombre de pays (9) que ceux où il a diminué (10). L'un de ces pays est la Grèce, où près d'une personne sur cinq déclare n'avoir personne sur qui compter dans les moments difficiles. En parallèle, alors que cinq pays de l'OCDE ont régulièrement réduit l'écart de revenu entre les 20 % les plus riches et les 20 % les plus pauvres de la population depuis 2010, ces inégalités se sont creusées dans 11 autres, soit plus du double. En comparaison d'autres pays de l'OCDE, c'est en Lituanie qu'elles ont le plus augmenté (de plus de 30 %), les revenus des 20 % les plus riches de la population représentant aujourd'hui près de huit fois ceux des 20 % les plus pauvres.

Graphique 1.11. La plupart des indicateurs phares des inégalités en matière de bien-être ne présentent pas d'évolution claire

Évolutions des principaux indicateurs des inégalités en matière de bien-être depuis 2010, en fonction du nombre de pays de l'OCDE



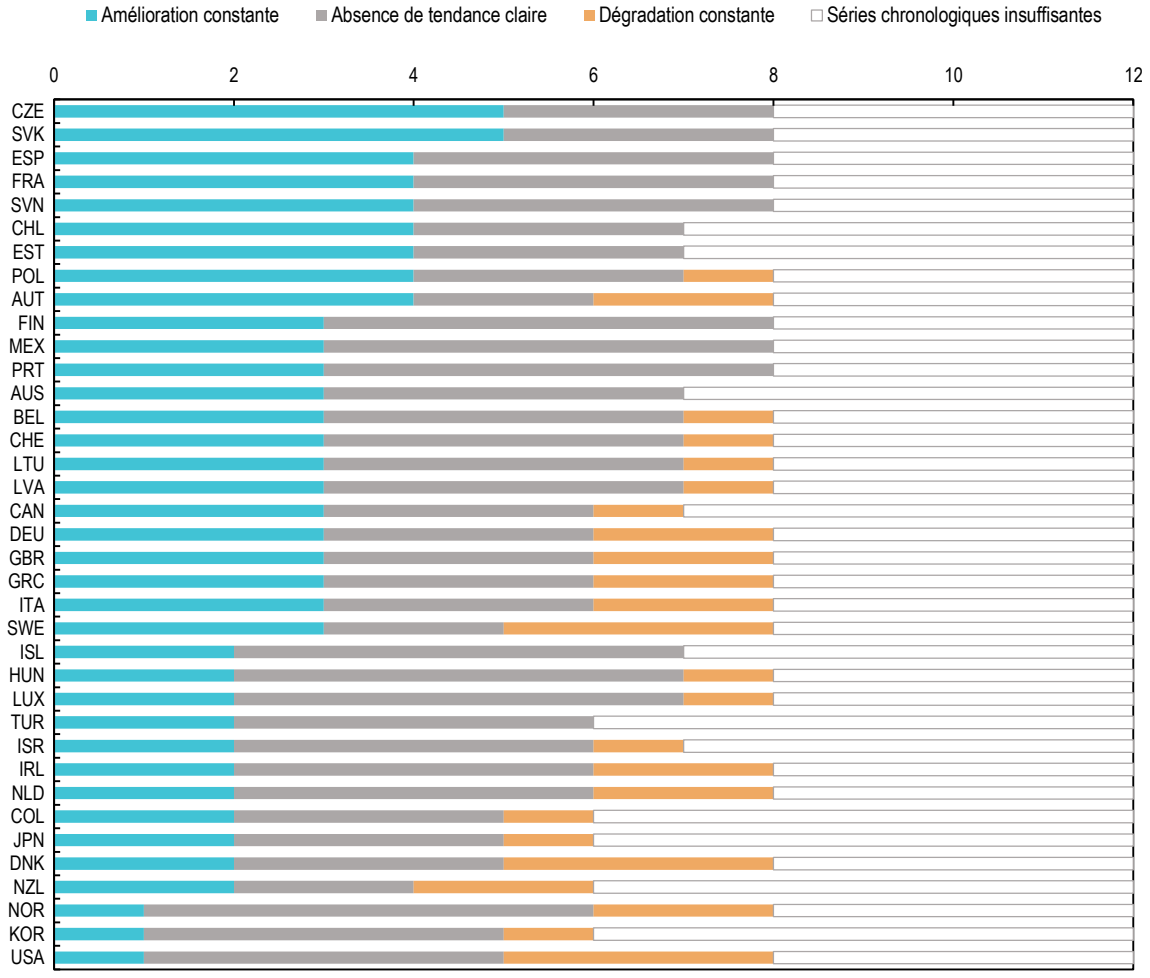
Note : Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124869

En comparaison d'autres pays de l'OCDE, la République tchèque et la République slovaque ont sensiblement réduit les inégalités, 40 % des indicateurs marquant une amélioration régulière entre 2010 et 2018 (Graphique 1.12). Dans ces deux pays, le pourcentage de salariés travaillant de longues heures, le nombre de ménages vivant dans un logement surpeuplé, et le nombre d'individus déclarant éprouver davantage de sentiments et d'états d'esprits négatifs que positifs (ou qui affichent un bilan émotionnel négatif) ont chuté. De surcroît, les inégalités de revenu et la pollution atmosphérique ont diminué en République tchèque, tandis qu'en République slovaque, l'écart en ce qui concerne le sentiment de sécurité entre hommes et femmes lorsqu'ils marchent seuls la nuit s'est amenuisé, et le nombre de personnes indiquant manquer de soutien social a fléchi.

Graphique 1.12. Depuis 2010, la République tchèque et la République slovaque sont les deux pays de l'OCDE qui ont réduit le plus grand nombre d'inégalités

Évolutions des principaux indicateurs des inégalités en matière de bien-être actuel, par rapport à 2010



Note : Les informations sur les évolutions des inégalités verticales dont on dispose pour le rapport S80/S20 de revenu sont suffisantes ; c'est également le cas des inégalités horizontales concernant l'écart salarial entre hommes et femmes et l'écart de perception de la sécurité selon le sexe, ainsi que celui des privations suivantes : taux de surpopulation, longues heures de travail rémunéré, exposition à des taux de pollution atmosphérique aux particules fines ($PM_{2.5}$) supérieurs aux seuils définis par l'OMC, bilan émotionnel négatif, et pourcentage de la population faisant état d'un manque de soutien social. Aucune donnée n'est disponible concernant les évolutions de l'écart d'espérance de vie selon le niveau d'études chez les hommes âgés de 25 ans, de l'écart de nombre d'heures travaillées entre hommes et femmes, des élèves aux compétences faibles et du pourcentage de personnes sans influence sur l'action des pouvoirs publics. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124888

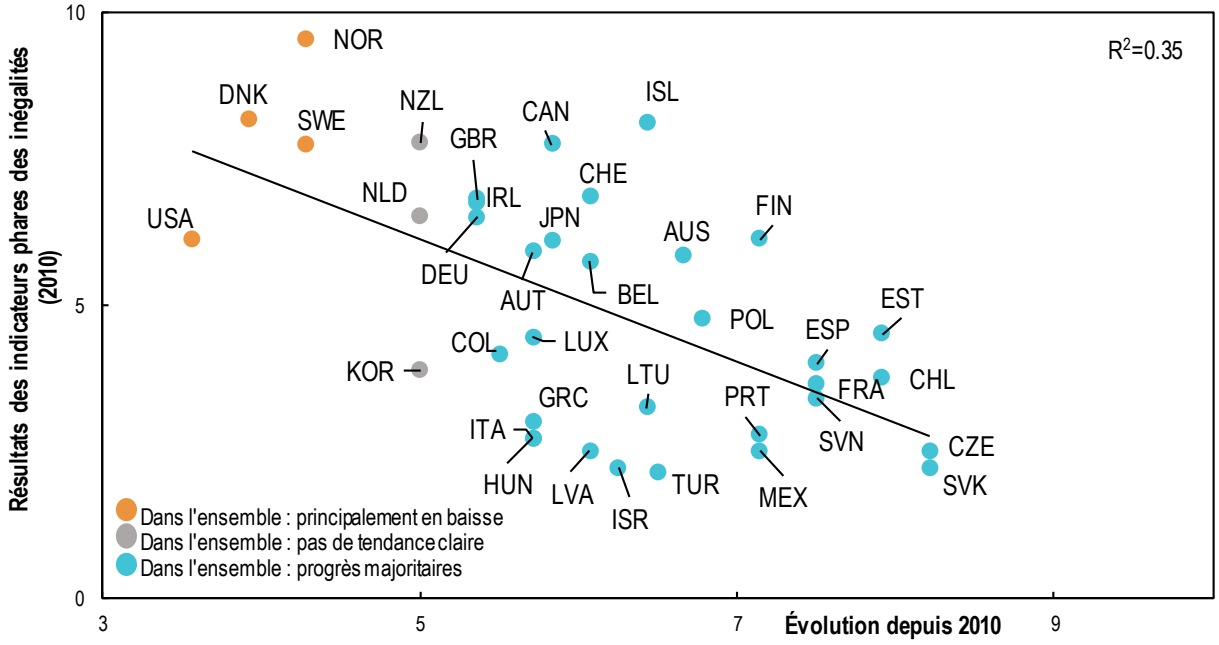
À l'inverse, la Corée, les États-Unis et la Norvège n'ont régulièrement progressé que dans un domaine depuis 2010 : l'écart entre les sexes en ce qui concerne le sentiment de sécurité en Corée, et l'exposition à une pollution atmosphérique nocive aux États-Unis et en Norvège. C'est au Danemark, aux États-Unis et en Suède que le plus grand nombre d'indicateurs phares (3) signalent une accentuation des inégalités. Dans ces trois pays, le pourcentage de ménages vivant dans un logement surpeuplé augmente constamment, et il en va de même du nombre d'individus ayant le sentiment de n'avoir personne à qui demander de l'aide dans les temps difficiles. De plus, un creusement systématique des inégalités de revenu est observable dans les deux pays nordiques, tandis qu'aux États-Unis, la proportion de la

population signalant plus de sentiments négatifs que positifs au cours d'une journée type n'a cessé de progresser.

Les pays où le plus grand nombre d'inégalités ont diminué depuis 2010 sont parfois ceux où les disparités étaient les plus fortes à l'origine (Graphique 1.13). Ainsi, alors que les inégalités de revenu ont régulièrement reculé au Mexique, le revenu des 20 % les plus riches y est encore dix fois supérieur à celui des personnes figurant au bas de l'échelle – il s'agit du plus haut degré d'inégalité de revenu parmi les pays de l'OCDE, avec le Chili. De même, l'écart salarial entre hommes et femmes s'est resserré depuis 2010 au Japon, mais le pays s'inscrit encore dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE à cet égard.

Graphique 1.13. Dans certains des pays les plus égalitaires, la situation n'a guère évolué, quand les inégalités ne se sont pas accentuées, depuis 2010

Résultats comparatifs pour les principaux indicateurs des inégalités en termes de bien-être actuel (2010 ou première année disponible) et évolution depuis cette date (les données manquantes étant exclues)



Note : Les résultats des pays de l'OCDE en ce qui concerne les inégalités se fondent sur 12 indicateurs phares : rapport S80/S20 de revenu, taux de surpopulation, écart salarial hommes-femmes, longues heures de travail rémunéré, écart d'espérance de vie des hommes âgés de 25 ans selon le niveau d'études, élèves aux compétences faibles, exposition à la pollution atmosphérique, bilan émotionnel négatif, écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité, écart hommes-femmes en termes d'heures de travail, pourcentage de la population manquant de soutien social et pourcentage de la population sans influence sur l'action des pouvoirs publics. Il n'existe pas de séries chronologiques permettant de déterminer les évolutions depuis 2010 des indicateurs suivants : écart d'espérance de vie des hommes âgés de 25 ans selon le niveau d'études, écart hommes-femmes en termes d'heures de travail, élèves aux compétences faibles et pourcentage de la population sans influence sur l'action des pouvoirs publics. Pour évaluer les évolutions depuis 2010 (ou la première année connue), une valeur est affectée aux pays : 0 lorsque les indicateurs affichent une baisse constante, 5 lorsqu'aucune évolution n'est observable, et 10 lorsqu'ils ont régulièrement progressé. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances. On établit d'abord la moyenne des résultats comparatifs et des valeurs relatives aux évolutions des pays dans chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de l'établir sur l'ensemble des dimensions (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque dimension). Les données manquantes sont exclues de l'analyse, de sorte qu'une sous-estimation ou une surestimation sont possibles en cas d'absence de données.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124907

À l'autre extrémité du spectre, certains des pays nordiques et anglophones qui ont toujours obtenu de très bons résultats dans les comparaisons internationales des inégalités ont perdu des places au classement. Par exemple, lorsque l'on prend en considération les améliorations et les domaines où la situation n'a pas clairement évolué, le Danemark, la Norvège et la Suède (bien qu'ils figurent parmi les plus performants tant sur le plan des inégalités que sur celui du bien-être global) sont dans l'ensemble devenus plus inégalitaires depuis 2010, tout comme les États-Unis. En Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas aussi, la réduction des inégalités a dans l'ensemble marqué le pas lorsque l'on prend en compte tous les indicateurs phares.

Qui mène une vie satisfaisante ?

Mesurer les inégalités consiste à regarder au-delà des moyennes pour examiner la question : « qui a quoi ? » Les inégalités horizontales mettent en évidence les progrès et les désavantages en matière de bien-être selon différents groupes (femmes et hommes, et individus d'âges et de niveaux d'instruction divers par exemple).

Inégalités entre femmes et hommes en termes de bien-être

Les écarts moyens entre femmes et hommes en ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la vie, la participation électorale, le temps de loisir et les compétences des adultes à l'écrit et en mathématiques sont généralement très faibles (Graphique 1.14). En 2018, filles et garçons de 15 ans ont obtenu des notes similaires aux tests de mathématiques et de sciences – une première depuis le lancement des enquêtes PISA de l'OCDE en 2000 –, les résultats des filles en compréhension de l'écrit demeurant légèrement supérieurs à ceux des garçons (voir le chapitre 6)[6].

Des disparités substantielles sont observables en matière d'expérience professionnelle. Les hommes ont plus de chances d'occuper un emploi – le taux d'emploi moyen dans l'OCDE est de 83 % pour les hommes contre 70 % pour les femmes – et leur rémunération est supérieure de 13 %. Néanmoins, ils sont aussi deux fois plus susceptibles d'effectuer régulièrement de longues heures de travail (50 heures ou plus par semaine). Cela dit, lorsque l'on tient compte du travail rémunéré et non rémunéré (temps consacré aux tâches ménagères courantes, à la prise en charge des enfants et des adultes, aux achats de biens et services destinés à l'habitation et aux déplacements liés aux activités domestiques), les femmes travaillent plus que les hommes dans quasiment tous les pays de l'OCDE, de près de 25 minutes par jour en moyenne, soit 12.5 heures par mois (chapitre 10). En effet, dans tous les pays de l'OCDE, les hommes salariés passent plus de temps au travail que les femmes (90 minutes de plus par jour en moyenne), mais même dans les pays les plus égalitaires qui disposent de données, les femmes consacrent systématiquement plus de temps que les hommes au travail non rétribué (environ deux heures de plus par jour en moyenne dans l'OCDE). Même dans ceux où les écarts entre les sexes en termes d'heures de travail rémunéré sont faibles (en Estonie par exemple), les femmes assument l'essentiel du travail non rétribué. En revanche, les indicateurs de satisfaction quant à la façon d'occuper son temps à l'échelle de la population (chez les personnes âgées de 16 ans et plus) font apparaître peu d'écarts tranchés entre les sexes, et ceux-ci vont dans des sens différents selon les pays.

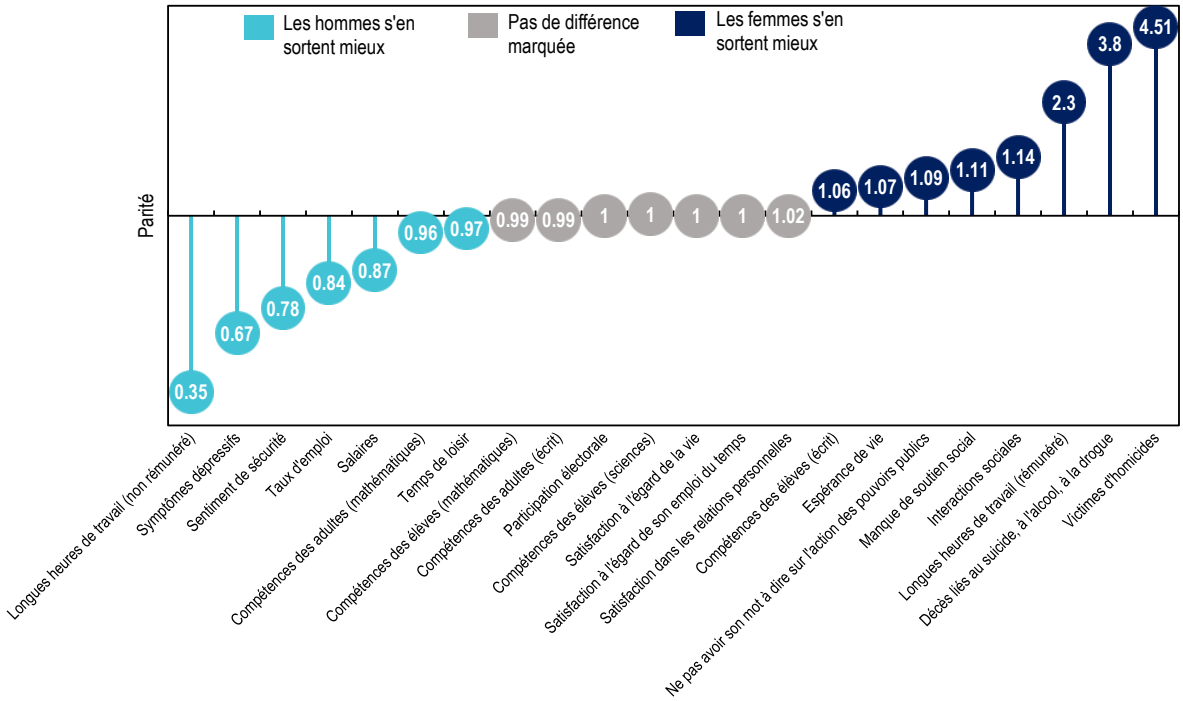
S'agissant des relations sociales, les hommes consacrent globalement 40 minutes de moins que les femmes aux échanges sociaux par semaine, et sont 10 % plus susceptibles de déclarer manquer de soutien social. Sur le plan de la sécurité, la situation diffère considérablement entre hommes et femmes : d'une part, le risque de mortalité par agression des hommes est 4.5 fois plus important dans les pays de l'OCDE, chiffre qui tient aux taux élevés observés en Colombie (où le taux d'homicide des hommes est dix fois supérieur à celui des femmes) et au Mexique (ou ce même taux est supérieur à huit). D'autre part, huit hommes sur dix en moyenne déclarent se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit, ce qui

n'est le cas que de six femmes sur dix, peut-être parce que celles-ci risquent davantage d'être victimes d'infractions avec contact et d'agressions sexuelles.

Sur le plan de la santé, l'espérance de vie des filles à la naissance est supérieure de cinq ans en moyenne à celle des garçons. Le taux de « décès par désespoir » (suicide et toxicomanie aigüe) des hommes est aussi près de quatre fois supérieur à celui des femmes. Néanmoins, par rapport à 2010, ce type de décès est en progression chez les femmes ; il a augmenté d'un tiers dans les pays de l'OCDE. Dans l'ensemble, les décès par désespoir, hommes et femmes confondus, s'ils représentent encore un faible pourcentage du nombre total de décès dans l'OCDE, sont trois fois plus nombreux que les décès dus à un accident de la route, et six fois plus nombreux que les décès par homicide (chapitre 5).

Graphique 1.14. Dans les pays de l'OCDE, les femmes ont plus de relations sociales et sont moins susceptibles de décès par suicide ou homicide que les hommes, mais elles gagnent moins et accomplissent plus d'heures de travail non rémunéré

Ratios moyens hommes/femmes dans l'OCDE (écart par rapport à la parité)



Note : Les écarts de revenu se rapportent au revenu horaire ; la participation électorale est fondée sur les déclarations des enquêtés. « Pas de différence marquée » entre hommes et femmes = ratio hommes/femmes inférieur à 0.03 point d'écart par rapport à la parité.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées aux chapitres 2 à 12.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124926

Inégalités de bien-être en fonction de l'âge

Dans tous les pays de l'OCDE, il existe des écarts de bien-être notables entre les jeunes (âgés de 15 à 24-29 ans), les personnes d'âge moyen (25-30 ans/45-50 ans) et les personnes âgées (50 ans et plus) (Graphique 1.15). Globalement, les jeunes sont plus satisfaits de leur vie que les personnes d'âge moyen, et sont moitié moins susceptibles de déclarer manquer de soutien social. Les écarts de bien-être en matière de travail et d'utilisation du temps tiennent en partie à des facteurs liés au cycle de vie et à la situation des différentes tranches d'âge sur le marché du travail : les personnes d'âge moyen ont deux fois

plus de chances d'occuper un emploi (leur taux d'emploi est de 81 %, contre 41 % pour les jeunes adultes), et leur rémunération horaire est supérieure de 8 USD (PPA de 2018) en moyenne. En parallèle, elles sont aussi 50 % plus susceptibles de travailler de très longues heures lorsqu'elles sont salariées, et c'est dans cette tranche d'âge que le temps de loisir est le plus faible. Dans les 13 pays de l'OCDE disposant de données harmonisées, les salariés à temps plein, jeunes et âgés, bénéficient respectivement de 50 et 25 minutes supplémentaires de temps libre par jour, en moyenne, que ceux âgés de 30 à 49 ans. La tranche des 30-49 ans est aussi celle qui est la moins satisfaite de la façon dont elle occupe son temps (chapitre 10).

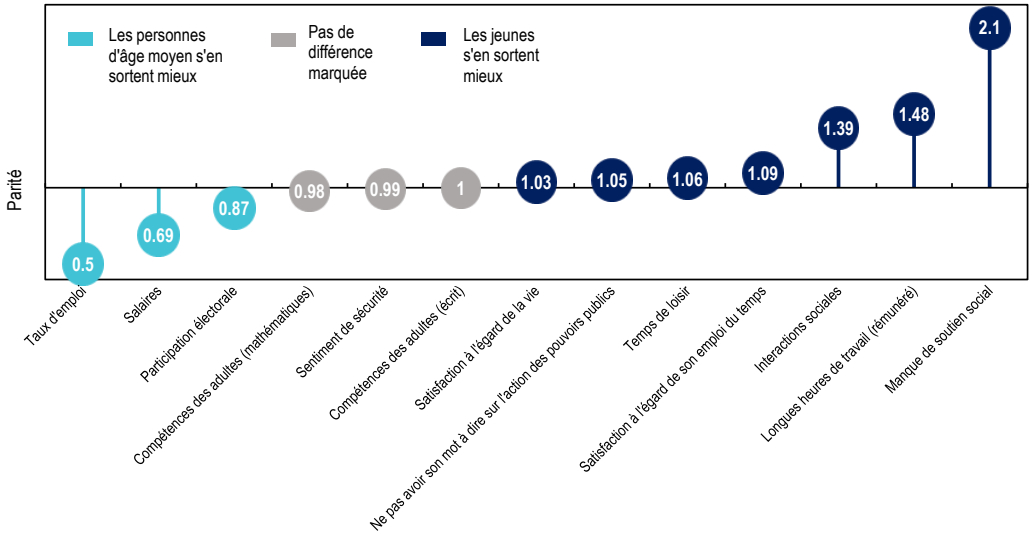
Le taux de participation électorale des personnes âgées (50 ans et plus) est supérieur de 17 points de pourcentage à celui des jeunes, les seniors enregistrant aussi de meilleurs résultats dans les domaines liés au marché du travail (emploi et rémunération). Cela dit, les jeunes obtiennent de meilleures notes aux tests de compétences et sont plus satisfaits de leur vie ; une plus forte proportion d'entre eux déclare par ailleurs se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit et exercer une influence sur l'action des pouvoirs publics (les schémas variant toutefois d'un pays à l'autre sur ce dernier point – voir le chapitre 12). Les personnes âgées sont près de trois fois plus susceptibles que les jeunes de déclarer n'avoir ni amis ni parents vers qui se tourner en cas de problème, ce qui montre à quel point il importe de lutter contre la solitude des personnes âgées.

Inégalités en matière de bien-être selon le niveau d'études

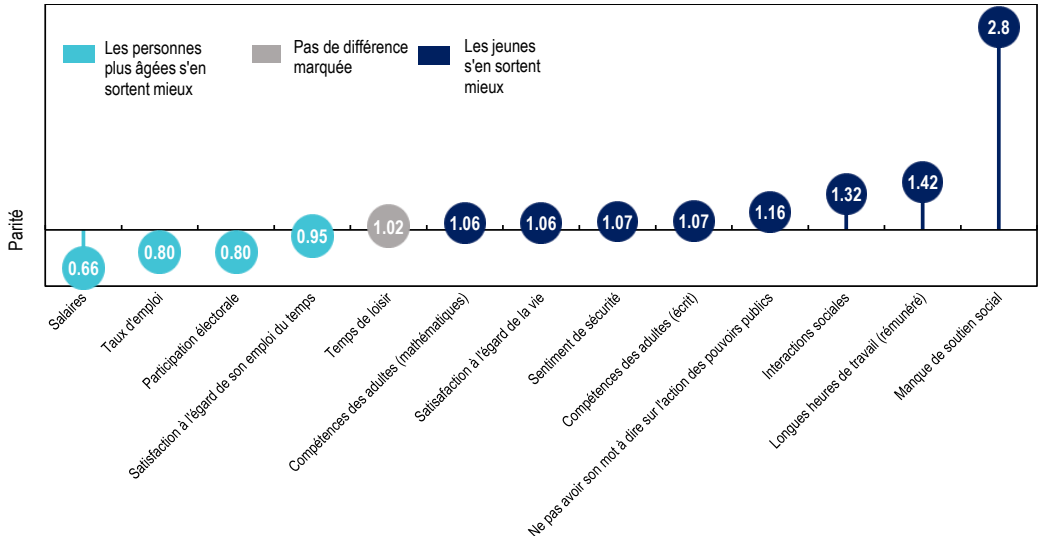
Les retombées positives des études, de même que les caractéristiques personnelles et la situation socioéconomique de ceux qui poursuivent des études supérieures, peuvent avoir pour conséquence d'améliorer le bien-être. Les diplômés de l'enseignement supérieur obtiennent de meilleurs résultats que les diplômés du secondaire en ce qui concerne la plupart des indicateurs du bien-être, à l'exception des heures de travail, généralement longues, et de la satisfaction quant à la façon dont ils occupent leur temps (Graphique 1.16). Ainsi, le taux de participation électorale des personnes les plus instruites est supérieur de plus de six points de pourcentage, et 43 % des diplômés du supérieur estiment exercer une influence sur l'action gouvernementale, contre 32 % seulement des personnes moins instruites.

Graphique 1.15. Les jeunes obtiennent de moins bons résultats que les personnes d'âge moyen et âgées sur le plan de l'emploi dans les pays de l'OCDE, mais entretiennent davantage de relations sociales et ont plus de temps libre

A. Ratios d'âge moyen de l'OCDE (écart par rapport à la parité) des jeunes par rapport aux personnes d'âge moyen



B. Ratios d'âge moyen de l'OCDE (écart par rapport à la parité) des jeunes par rapport aux personnes plus âgées



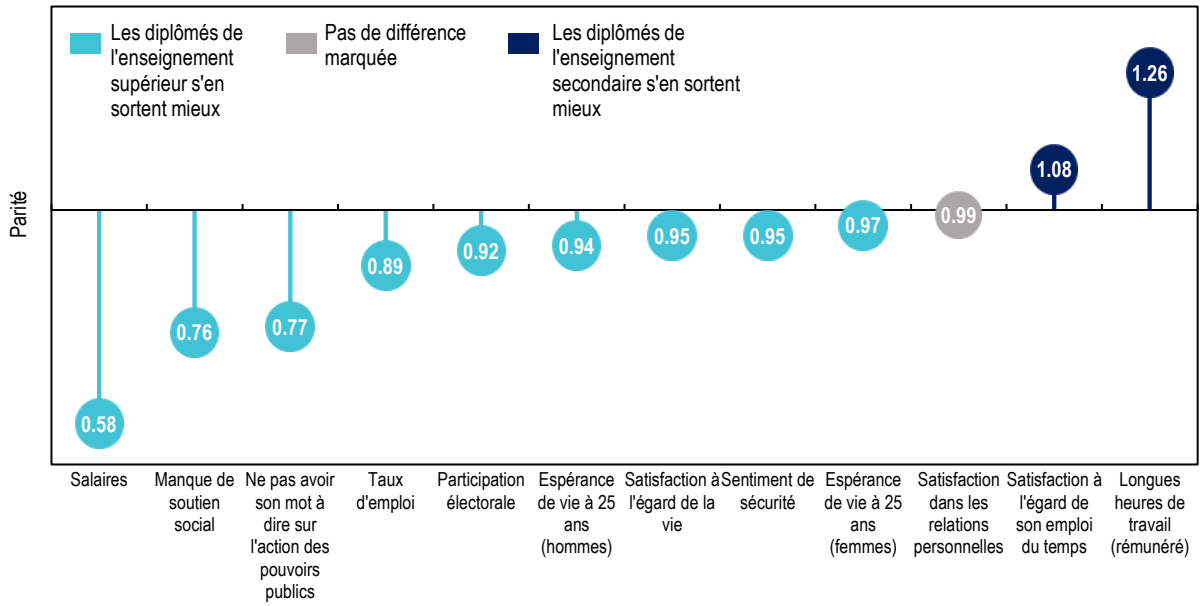
Note : Les écarts de revenu se rapportent au revenu horaire ; la participation électorale est fondée sur les déclarations des enquêtés. « Pas de différence marquée » entre hommes et femmes = ratio de masculinité inférieur à 0.03 point d'écart par rapport à la parité. Plusieurs indicateurs affichent des profils d'âge distincts (salaires, taux d'emploi), même si les données utilisées ici ne permettent pas de distinguer les véritables écarts d'âge des écarts entre différentes cohortes de naissance au même âge. Les tranches d'âge varient selon chaque indicateur et ne sont que globalement comparables : les jeunes sont les personnes âgées de 15 à 24 ans pour les indicateurs du taux d'emploi, des longues heures de travail et de la participation électorale ; de 16 à 24 ans pour les compétences des adultes et le pourcentage de personnes estimant exercer une influence sur l'action gouvernementale ; et de 15 à 29 ans pour le revenu, la satisfaction à l'égard de la vie, le sentiment de sécurité, le temps de loisir, les liens sociaux et le manque de soutien social. Les personnes d'âge moyen sont celles âgées de 25 à 44 ans pour les compétences des adultes et le pourcentage de personnes estimant exercer une influence sur l'action gouvernementale ; de 25 à 54 ans pour le taux d'emploi, les longues heures de travail et la participation électorale ; et 30 à 49 ans pour le revenu, la satisfaction à l'égard de la vie, le sentiment de sécurité, le temps de loisir, les liens sociaux et le manque de soutien social. Les personnes âgées sont celles âgées de 45 à 64 ans pour les compétences des adultes et le pourcentage de personnes estimant exercer une influence sur l'action gouvernementale ; de 50 à 64 ans pour le revenu ; de 55 à 65 ans pour le taux d'emploi et les longues heures de travail ; de 50 ans et plus pour la satisfaction à l'égard de la vie, le sentiment de sécurité, le temps de loisir, les liens sociaux ; et 54 ans et plus pour la participation électorale.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées aux chapitres 2 à 12.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124945

Graphique 1.16. Les personnes plus instruites affichent de meilleurs résultats dans la plupart des dimensions du bien-être, à l'exception des longues heures de travail

Taux d'éducation moyens dans l'OCDE (écart par rapport à la parité)



Note : Les écarts de revenu se rapportent au revenu horaire ; la participation électorale est fondée sur les déclarations des enquêtés.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées aux chapitres 2 à 12.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934124964

Dans quelle mesure le bien-être est-il durable ?

La qualité de vie des individus ne peut perdurer que si les ressources qui contribuent au bien-être sont préservées, et si les risques pour les systèmes économiques, naturels et sociétaux sont pris en considération et correctement gérés (Encadré 1.4). Globalement, les évolutions observées depuis 2010 font apparaître des progrès en matière de *capital humain*, plusieurs motifs d'inquiétude en ce qui concerne le *capital naturel*, et une marge d'amélioration pour le *capital économique et social*. Le *capital économique* comprend les actifs produits et les actifs financiers ; le *capital naturel* englobe les actifs naturels (stocks de ressources naturelles, couverture terrestre, biodiversité des espèces par exemple) ainsi que les écosystèmes et leurs services (océans, forêts, sols, atmosphère, etc.) ; le *capital humain* renvoie aux compétences et à la santé future des individus ; et le *capital social* se rapporte aux normes sociales, aux valeurs communes et aux structures institutionnelles qui favorisent la coopération.

Tableau 1.5. Ressources nécessaires au bien-être futur

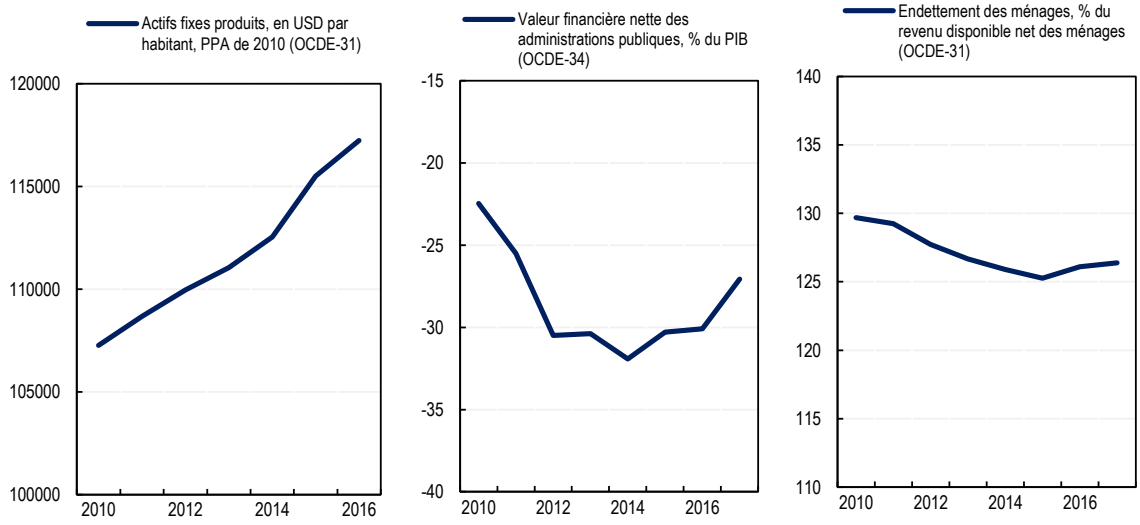
	Indicateur phare	Moyenne et amplitude de variation de l'OCDE, 2018 ou dernière année disponible	Moyenne de l'OCDE : variation depuis 2010	Nb. de pays en amélioration constante	Nb. de pays en recul constant
Capital économique	**Actifs fixes produits** (USD par habitant aux PPA de 2010)	POL ~36 500 / OCDE-31 ~119 000 / NOR ~195 000	+11 points de pourcentage	23	3
	Valeur financière nette des administrations publiques (pourcentage du PIB)	GRC -143 / OCDE-36 -27 / NOR 280	-4 points de pourcentage	5	13
	Endettement des ménages (en pourcentage de leur revenu disponible net)	DNK 281 / OCDE-33 126 / HUN 43	-3 points de pourcentage	12	13
Capital naturel	**Émissions de gaz à effet de serre** (équivalent CO_2, production intérieure, tonnes par habitant)	AUS 22.5 / Total OCDE 11.9 / COL 3.2	-1 tonne/ habitant	22	2
	Empreinte matières (consommation de matières premières extraites pour satisfaire la demande finale de l'économie, tonnes par habitant)	LUX 102 / Total OCDE 25 / MEX 9	+1.2 tonne/ habitant	3	16
	Liste rouge mondiale des espèces menacées (0 = éteintes à l'échelon mondial; 1 = préoccupation mineure)	NZL 0.62 / OCDE 0.89 / SWE 0.99	-0.01	13	23
Capital humain	**Niveau d'études des jeunes adultes** (pourcentage de personnes âgées de 25 à 34 ans ayant achevé au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire)	MEX 50 / OCDE-35 85 / KOR 98	+2 points de pourcentage	26	3
	Taux de sous-utilisation de la main d'œuvre (pourcentage de travailleurs au chômage, découragés ou sous-employés dans la population active)	GRC 28 / OCDE-26 12 / CZE 4	-4.8 points de pourcentage	15	2
	Mortalité prématurée (années potentielles de vie perdue en raison de maladies et d'accidents mortels pour 100 000 habitants)	LVA ~8700 / OCDE-36 ~4600 / CHE ~3000	-620 années perdues	29	2
Capital social	**Confiance envers autrui** (note moyenne sur une échelle allant de 0 à 10)	TUR 4.5 / OCDE-28 6.1 / DNK 8.3	Pas de séries chronologiques		
	Confiance envers le gouvernement (pourcentage de la population donnant une réponse positive)	GRC 14 / OCDE 43 / CHE 82	+3 points de pourcentage	9	6
	Parité hommes-femmes en politique (pourcentage de femmes siégeant au parlement national)	JPN 9 / OCDE 28 / ISL 48	+2.6 points de pourcentage	11	2

Note : Cet instantané présente les données de 2019 ou de la dernière année connue pour chaque indicateur. La couleur du cercle indique le sens de l'évolution de l'indicateur par rapport à 2010 ou à l'année la plus proche connue : le bleu dénote un indicateur globalement en progression, l'orange un indicateur globalement en régression, le gris l'absence de tendance claire, et le blanc les cas où il est impossible de dégager une tendance faute de séries chronologiques suffisantes. Pour chaque indicateur, l'infographie indique les pays de l'OCDE affichant les niveaux de bien-être le plus bas (à gauche) et le plus élevé (à droite), ainsi que la moyenne de l'OCDE (en noir, avec mention du nombre de pays inclus dans la moyenne si celle-ci ne couvre pas les 37 membres). Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

L'évolution des indicateurs phares du *capital économique* depuis 2010 a dans l'ensemble été positive, quoique lente. Le stock d'actifs fixes produits (comme les bâtiments, les machines et les infrastructures) par personne est en moyenne proche de 119 000 USD dans l'OCDE (Tableau 1.5) ; il a progressé de près de 11 %, au total, entre 2010 et 2018 – quoique à un rythme annuel sensiblement inférieur à celui enregistré les années précédentes (2005-10). Si les passifs financiers des administrations publiques étaient supérieurs aux actifs financiers de quelque 27 points de pourcentage du PIB en 2018, la dette des ménages représentait 126 % de leur revenu disponible en 2017. La valeur financière nette moyenne des administrations publiques de l'OCDE a globalement reculé de 4 points de PIB depuis 2010, car elle a considérable baissé jusqu'en 2014 (les passifs étant alors supérieurs de plus de 30 % du PIB aux actifs) et ne s'est que partiellement redressée depuis. Au cours de la même période, la dette des ménages de l'OCDE a diminué de quelque 3 points de pourcentage en moyenne par rapport à leur revenu disponible (Graphique 1.17), bien qu'elle ait augmenté dans 13 pays.

Graphique 1.17. Les actifs produits dans les pays de l'OCDE ont dans l'ensemble augmenté depuis 2010, et l'endettement des ménages a diminué

Moyenne de l'OCDE, 2010 à 2017 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne de l'OCDE des actifs fixes produits exclut la Colombie, l'Espagne, l'Islande, le Mexique, la Suisse et la Turquie ; celle de la valeur financière nette des administrations publiques exclut la Colombie, l'Islande et le Mexique ; et celle de l'endettement des ménages exclut la Colombie, l'Islande, Israël, le Mexique, la Suisse et la Turquie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

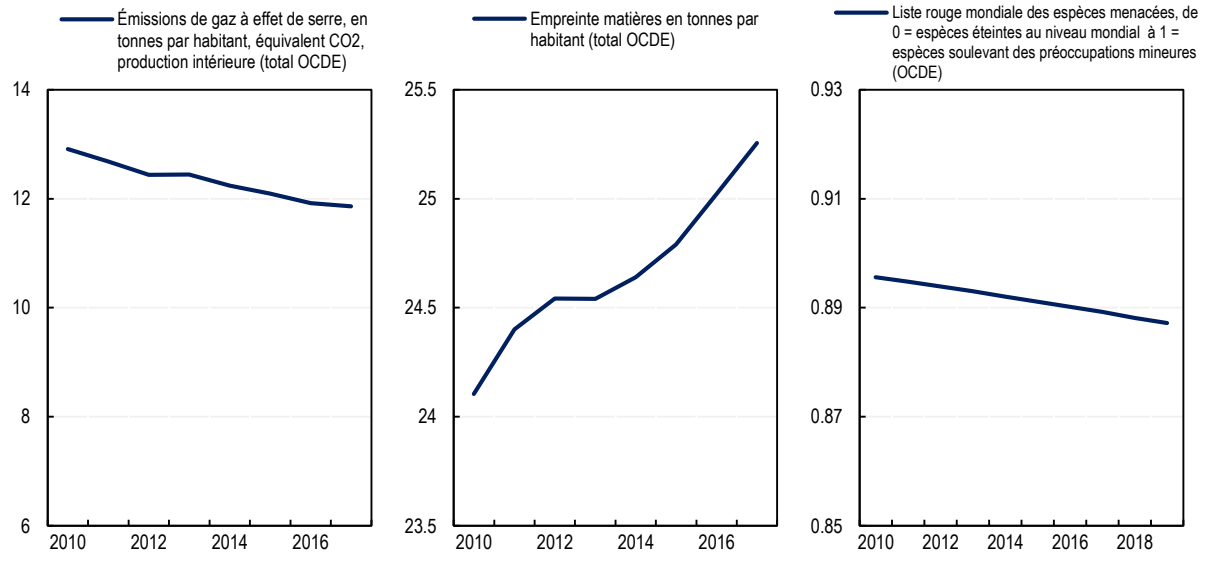
StatLink https://doi.org/10.1787/888934124983

Les indicateurs du *capital naturel* multiplient les alertes concernant le changement climatique et le recul de la biodiversité. Le volume total des émissions de gaz à effet de serre issues de la production intérieure de l'OCDE a régressé de 4.3 % entre 2010 et 2017 – bien que celles-ci se soient stabilisées ces dernières années, et qu'elles risquent de repartir à la hausse compte tenu de l'augmentation récente de la consommation d'énergie et des émissions de CO_2 qui lui sont liées (OCDE, 2019[8]). La moyenne des émissions de gaz à effet de serre par habitant de l'OCDE a diminué d'une tonne environ depuis 2010, et se montait à 11.9 tonnes annuelles en 2017 (Tableau 1.5). Il est cependant peu probable que ces efforts permettent à la majorité des pays d'atteindre les objectifs de réduction des émissions de l'Accord de Paris (2015), car la croissance démographique neutralise en partie la baisse des émissions par habitant. Outre les émissions liées à leur propre production, les pays de l'OCDE sont partiellement responsables de la hausse de celles des pays non membres, qui sont incorporées dans leurs importations. À l'échelle

mondiale, les concentrations de carbone dans l'atmosphère continuent de croître rapidement : les émissions mondiales ont été multipliées par 1.5 depuis 1990, et celles de CO_2 résultant de la consommation d'énergie ont atteint un niveau historique en 2018 (chapitre 14). Les pays de l'OCDE consomment en outre plus de ressources terrestres qu'en 2010 : l'empreinte matières totale de l'OCDE a augmenté de 1.2 tonne par habitant, pour atteindre 25 tonnes (Tableau 1.5). La biodiversité y est aussi en plus grand danger. Le nombre d'espèces classées menacées est plus élevé qu'en 2010, d'où une baisse moyenne de 0.01 point sur l'indice Liste rouge des espèces menacées (Graphique 1.18).

Graphique 1.18. Les perspectives se sont assombries pour les espèces menacées et la consommation de matière premières, et les gaz à effet de serre, quoiqu'en baisse, ne diminuent pas suffisamment pour atteindre les objectifs de réduction mondiaux

Moyenne/total de l'OCDE, 2010 à 2019 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes dans les séries chronologiques, le total des émissions de gaz à effet de serre de l'OCDE exclut la Colombie, et celui de l'empreinte matières exclut la Colombie et la République tchèque.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

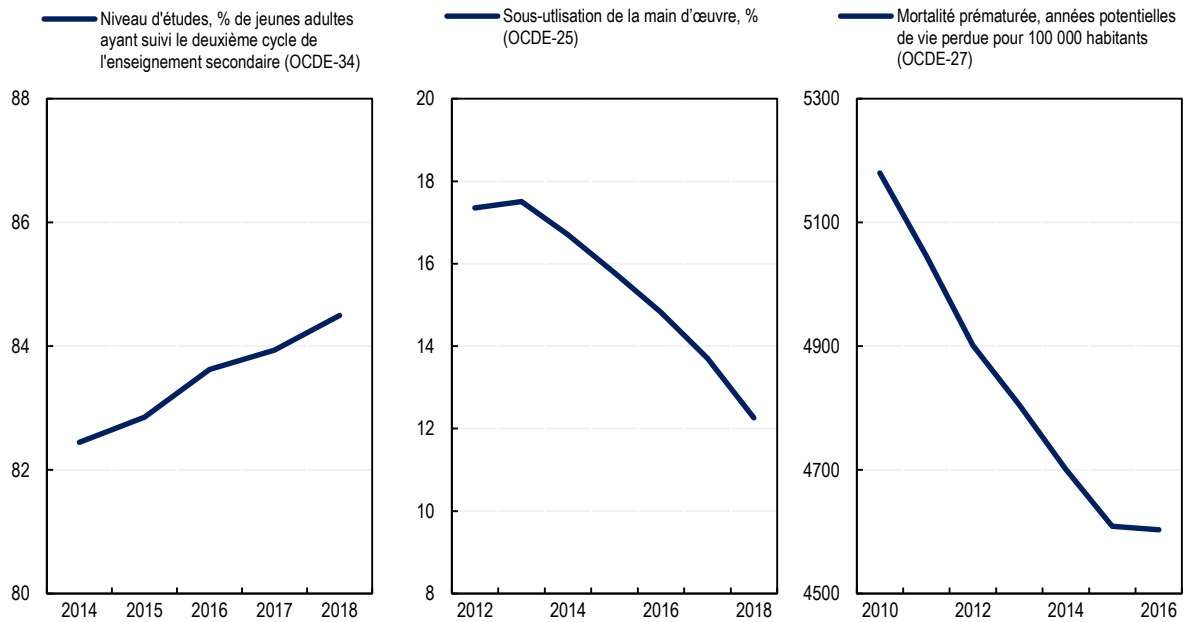
StatLink https://doi.org/10.1787/888934125002

Les évolutions sont plus encourageantes pour certains éléments du *capital humain* (Tableau 1.5, Graphique 1.19). Aujourd'hui, 85 % des jeunes adultes âgés de 25 à 34 ans (la future population active de l'OCDE) ont au moins achevé le deuxième cycle des études secondaires, pourcentage en hausse de deux points par rapport à 2010. Néanmoins, compte tenu de la baisse des résultats au test PISA observée dans la plupart des pays de l'OCDE (voir le chapitre 6), la question de la qualité des acquis demeure. Globalement, 12 % de la population active est au chômage, découragée ou sous-employée (ces trois caractéristiques constituant ensemble le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre) – ce qui risque de se traduire par une baisse ultérieure du *capital humain*, car le sous-emploi de la main-d'œuvre peut éroder les compétences des individus, entamer leur confiance et réduire leurs possibilités d'apprentissage. En parallèle logique avec la hausse des taux d'emploi, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre a globalement décru de près de 5 points de pourcentage. Dans les pays de l'OCDE, la mortalité prématurée due à des maladies ou à des accidents mortels représente environ 4 600 années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants ; ce chiffre aussi marque une amélioration depuis 2010, puisqu'il a diminué de 620 années en moyenne. Malgré tout, l'ensemble plus large d'indicateurs du capital humain figurant au chapitre 15 laisse supposer que la progression de l'obésité dans quasiment tous les pays de

l'OCDE présente des risques pour l'état de santé futur : une personne sur cinq est obèse, en moyenne, dans l'OCDE (l'obésité correspondant à un indice de masse corporelle supérieur ou égal à 30). Parmi les 27 pays disposant de données chronologiques, aucun n'enregistre de recul du taux d'obésité, et deux seulement ont conservé le même au cours des 15 dernières années.

Graphique 1.19. Le capital humain est la seule ressource nécessaire au bien-être futur dont les indicateurs phares affichent des évolutions globalement positives depuis 2010

Moyenne de l'OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



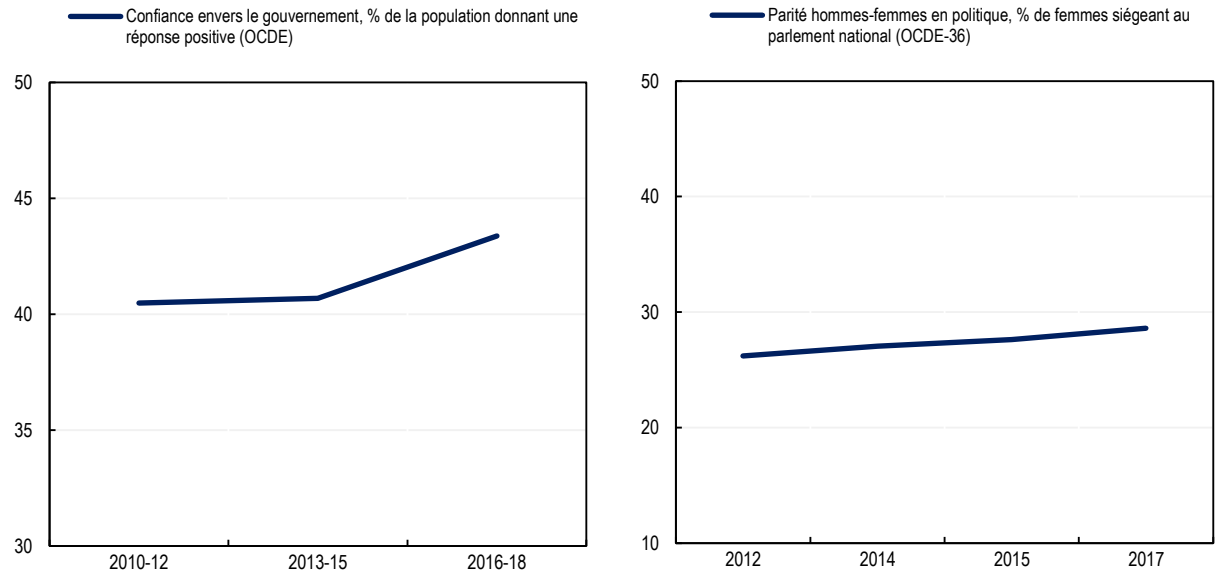
Note : En raison de lacunes et/ou de ruptures dans les séries chronologiques, la moyenne de l'OCDE pour l'indicateur du niveau d'études des jeunes adultes exclut le Chili, la Colombie, le Japon et l'Irlande ; celle de l'indicateur de la sous-utilisation de la main-d'œuvre exclut la Belgique, le Chili, la Colombie, la Corée, le Danemark, la France, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas et la Turquie ; et celle de l'indicateur de la mortalité prématurée exclut le Canada, la Colombie, le Danemark, la France, l'Irlande, l'Italie, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la Slovénie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934125021

La marge d'amélioration en matière de *capital social* est considérable. Lorsque l'on demande aux gens s'ils ont confiance envers autrui (0 indiquant un niveau de confiance nul et 10 un niveau de confiance total), le résultat moyen dans les pays de l'OCDE est de 6.1 (Tableau 1.5). Après une dégradation générale au lendemain de la crise financière de 2007-08, la confiance envers les institutions publiques a progressé de 3 points de pourcentage, en moyenne, dans les pays de l'OCDE depuis 2010, même si moins de la moitié de la population (43 %) fait confiance à l'État. Cela risque de compromettre la capacité des pays à mettre en place des mesures collectives pour faire face aux difficultés qui s'annoncent. La parité en politique est un objectif encore lointain : les femmes occupent un tiers des sièges parlementaires, en moyenne, dans l'OCDE, et aucun pays n'atteint la parité. Cet indicateur de l'inclusivité de la prise de décision a progressé lentement, puisqu'il n'a gagné que de 2.6 points de pourcentage, en moyenne, depuis 2010 (Graphique 1.20).

Graphique 1.20. La confiance envers le gouvernement et la parité en politique n'ont progressé que lentement

Moyenne de l'OCDE, 2010 à 2018 ou dernière année disponible



Note : En raison de lacunes dans les séries chronologiques, la moyenne de l'OCDE pour l'indicateur de parité en politique exclut la Colombie.
Source : Voir l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934125040

Encadré 1.4. Le lien entre le bien-être actuel et les ressources nécessaires pour le pérenniser

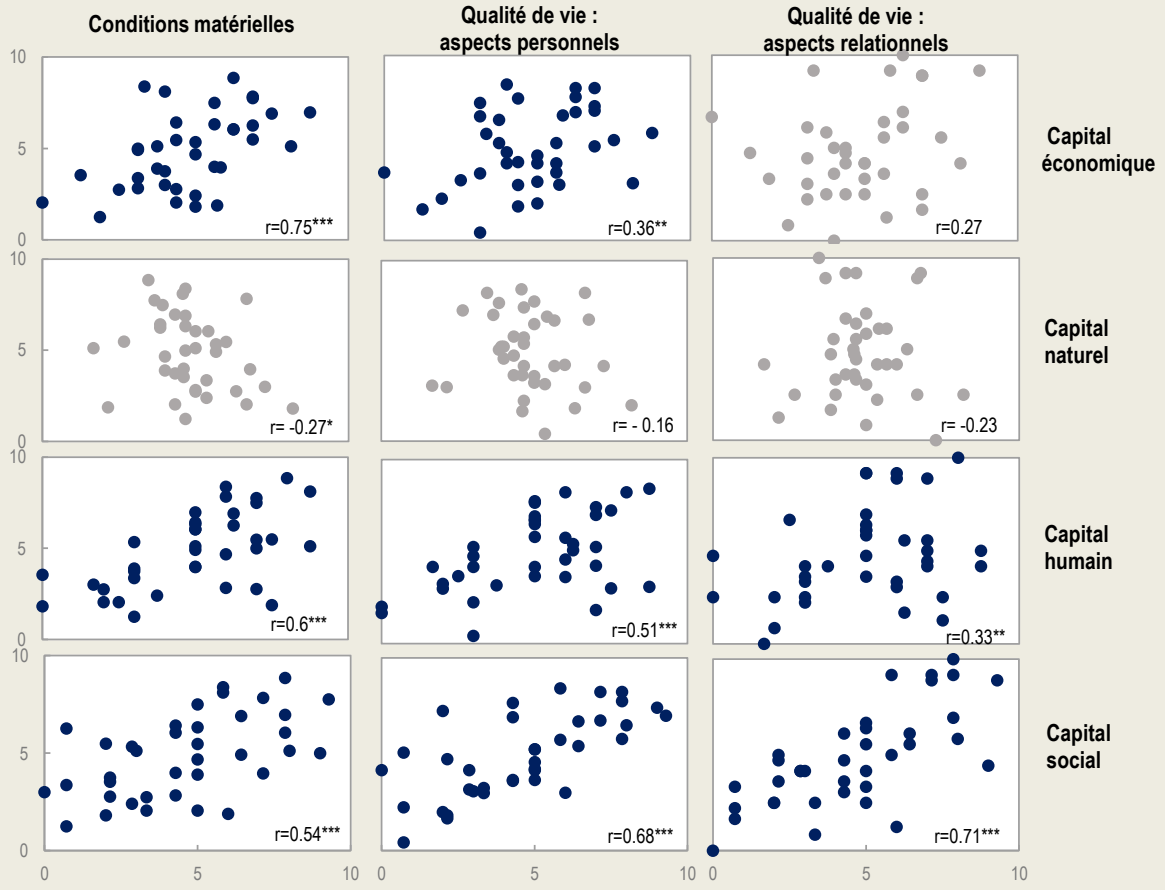
Si de nouveaux travaux sont nécessaires pour définir comment les stocks et les flux du capital économique, naturel, humain et social s'associent pour produire le bien-être actuel et comprendre quels autres facteurs sont susceptibles de jouer, les corrélations de base indiquent un certain degré de codépendance (Graphique 1.21).

Les pays de l'OCDE qui affichent un bon bilan en matière de *capital économique* obtiennent également de bons résultats relatifs en ce qui concerne les dimensions du bien-être actuel liées aux conditions matérielles (*revenu et patrimoine, logement, travail et qualité de l'emploi*) et les aspects personnels et environnementaux de la qualité de vie (*santé, connaissances et compétences, qualité de l'environnement, bien-être subjectif* et *sécurité).* De même, les résultats en matière de *capital humain* et de *capital social* sont corrélés de manière significative à un niveau élevé de bien-être lié aux conditions matérielles, ainsi qu'à tous les aspects de la qualité de vie, y compris relationnels (*équilibre vie professionnelle-vie privée, liens sociaux, engagement civique*).

Les relations entre le bien-être actuel et le *capital naturel* propres à chaque pays sont plus difficiles à dégager car une forte proportion du capital naturel indispensable au bien-être se rapporte aux biens publics mondiaux. À court terme, un niveau élevé de bien-être dans un pays peut coexister avec des menaces pour les stocks de capital naturel, au plan national et mondial, qui risquent de compromettre le bien-être futur. Or, la consommation de ressources naturelles pour améliorer le bien-être aujourd'hui épuise les stocks disponibles pour les générations futures – et, de fait, la corrélation entre le niveau satisfaisant de bien-être actuel et le *capital naturel* est négative, quoique non significative.

Graphique 1.21. Des ressources plus importantes pour le bien-être futur sont généralement associées à une vie de qualité aujourd'hui

Corrélation entre les résultats des pays de l'OCDE concernant différents aspects du bien-être actuel et les ressources nécessaires au bien-être futur, 2018 ou dernière année disponible



Note : Ce graphique illustre la corrélation entre les résultats relatifs à différents aspects du bien-être actuel et futur. Les corrélations par paires non significatives sont représentées en gris. Chaque pays de l'OCDE est affecté d'une valeur en fonction de ses résultats relatifs (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur) dans différents domaines du bien-être actuel (associés aussi bien aux valeurs moyennes qu'aux inégalités) et des ressources nécessaires au bien-être futur. À la différence de la majeure partie du chapitre 1, cette analyse se fonde sur l'ensemble du tableau de bord du bien-être de *Comment va la vie ?* et ne se limite pas aux indicateurs phares. On établit d'abord la moyenne des valeurs de chaque pays à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), puis sur l'ensemble des dimensions. La même procédure est suivie pour les indicateurs phares du *capital économique, naturel, humain et social*. Les points de données manquants sont exclus de la valeur de chaque pays, de sorte qu'une sous-estimation ou une surestimation sont possibles en cas d'absence de données.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées dans le Guide du lecteur.

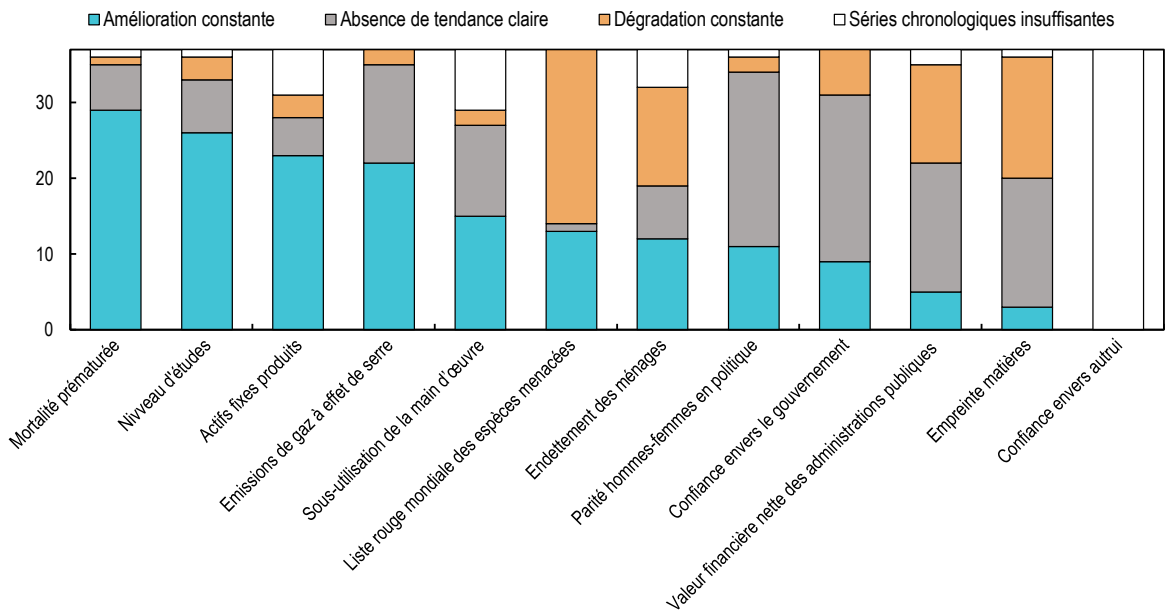
StatLink https://doi.org/10.1787/888934125059

Évolutions des indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur depuis 2010, par pays

Les indicateurs des ressources nécessaires au bien-être futur ont connu des évolutions divergentes depuis 2010, selon la ressource considérée (Graphique 1.22). D'une part, plus de la moitié des pays de l'OCDE ont constamment progressé par rapport aux indicateurs de mortalité prématurée, de niveau d'études des jeunes adultes, de sous-utilisation de la main-d'œuvre, d'émissions de gaz à effet de serre par habitant et d'actifs fixes produits. À contre-courant de la tendance générale, la Grèce, les Pays-Bas et le Portugal sont les seuls pays où les actifs fixes produits ont régulièrement diminué depuis 2010, et les États-Unis sont le seul pays où la mortalité prématurée a augmenté, tendance qui va de pair avec celle de l'espérance de vie à la naissance. Les émissions de gaz à effet de serre par habitant n'ont cessé de croître au Chili et en Turquie, pays où elles continuent cependant de s'inscrire parmi les plus faibles de l'OCDE. En revanche, « aucune évolution claire » n'est observable dans la majorité des pays en ce qui concerne le *capital social*, notamment la parité en politique et la confiance envers l'État. Parmi ceux où des tendances nettes sont discernables, le nombre de pays (9) où la confiance a augmenté est supérieur à celui des pays où elle a reculé (6). Dans certains cas, le pourcentage de la population qui fait confiance aux institutions publiques a sensiblement diminué : cette baisse dépasse 10 points de pourcentage au Chili et en Suède, et 20 points en Colombie. Certaines composantes du *capital économique* – dette des ménages et valeur financière nette des administrations publiques – ont connu une dégradation constante dans un tiers des pays de l'OCDE, le recul de la valeur financière nette des administrations publiques le plus prononcé intervenant dans les pays qui se situaient déjà nettement en deçà de la moyenne de l'OCDE (Espagne, Grèce et Portugal par exemple).

Graphique 1.22. Les progrès relatifs aux ressources nécessaires au bien-être futur sont mitigés

Évolution des indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur depuis 2010, par nombre de pays de l'OCDE



Note : Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934125078

La biodiversité ne cesse de reculer dans de nombreux pays de l'OCDE (23) depuis 2010. Les régressions les plus importantes sur l'indice Liste rouge des espèces menacées sont généralement intervenues dans ceux qui affichaient déjà des taux de risque élevés – Nouvelle-Zélande, Mexique, Corée, Colombie, Chili, Royaume-Uni, Japon et Australie ainsi que la France. De même, malgré la baisse des émissions de gaz à effet de serre par habitant, 16 pays de l'OCDE sur 37 ont vu leur empreinte matières par habitant augmenter régulièrement. Les hausses les plus fortes (3 tonnes et plus) ont été enregistrées en Lituanie, en Lettonie, en Estonie, en République slovaque et en Australie – pays dont l'empreinte est supérieure à la moyenne de l'OCDE. Cette situation soulève des questions quant à l'arbitrage entre la durabilité et l'amélioration des niveaux de vie, car bon nombre de ces pays comptent parmi ceux où le bien-être actuel a sensiblement progressé depuis 2010. En revanche, trois pays de l'OCDE dont l'empreinte était inférieure à la moyenne ont suivi une tendance inverse et ont systématiquement réduit leur consommation de ressources terrestres : l'empreinte matières a diminué de plus de 3 tonnes par habitant en Grèce, en Irlande et au Portugal.

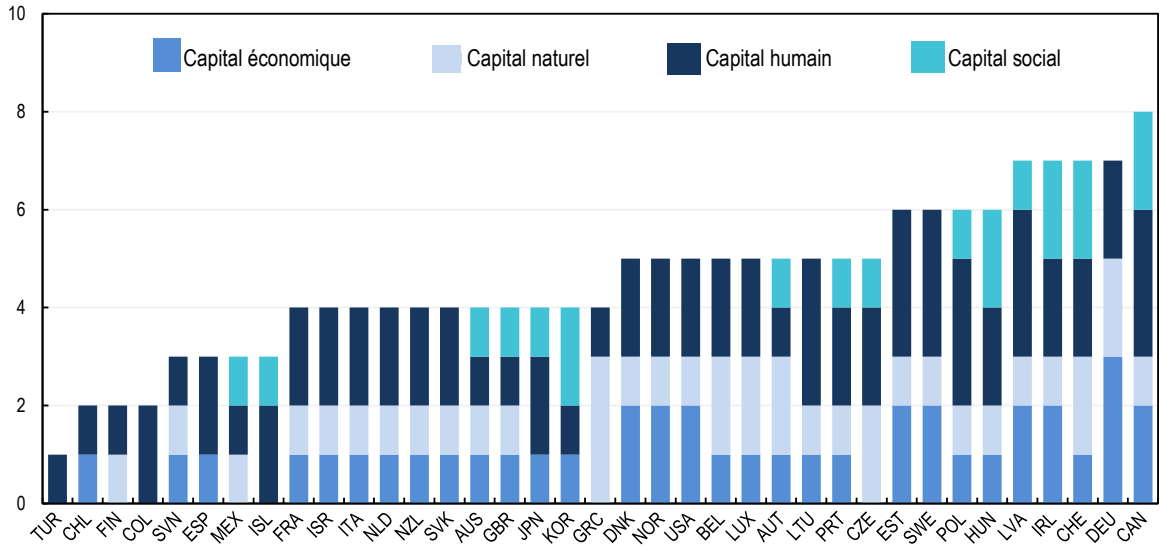
Malgré des progrès contrastés au niveau des indicateurs, la plupart des pays de l'OCDE ont globalement réussi à améliorer 50 % au moins de leurs indicateurs phares des ressources dont dépendent le bien-être futur (Graphique 1.23). Par rapport aux autres pays, c'est le Canada qui affiche le plus grand nombre d'indicateurs en progrès, 8 des 11 indicateurs phares ayant enregistré des améliorations constantes depuis 2010 (actifs fixes produits, valeur nette des administrations publiques, émissions de gaz à effet de serre par habitant, et les trois indicateurs du *capital humain*, à savoir mortalité prématurée, niveau d'études des jeunes adultes et sous-utilisation de la main-d'œuvre, ainsi que confiance envers le gouvernement et parité en politique). À l'inverse, c'est en Turquie que le nombre d'indicateurs des ressources systémiques ayant progressé est le plus faible ; seul a augmenté régulièrement le pourcentage de jeunes adultes ayant achevé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En Chili, en Colombie et en Finlande, deux des 11 aspects du bien-être futur seulement marquent une amélioration, le Chili étant le pays où les destructions des ressources nécessaires au bien-être futur sont les plus nombreuses.

Dans certains pays de l'OCDE, un seul indicateur phare (ou aucun) des ressources disponibles pour l'avenir a enregistré une dégradation. C'est le cas de l'Autriche, la Belgique, l'Islande, Israël, le Luxembourg et plusieurs pays d'Europe orientale où de nombreux indicateurs du bien-être actuel se sont améliorés (Estonie, Hongrie, Lituanie et République tchèque) (Graphique 1.23).

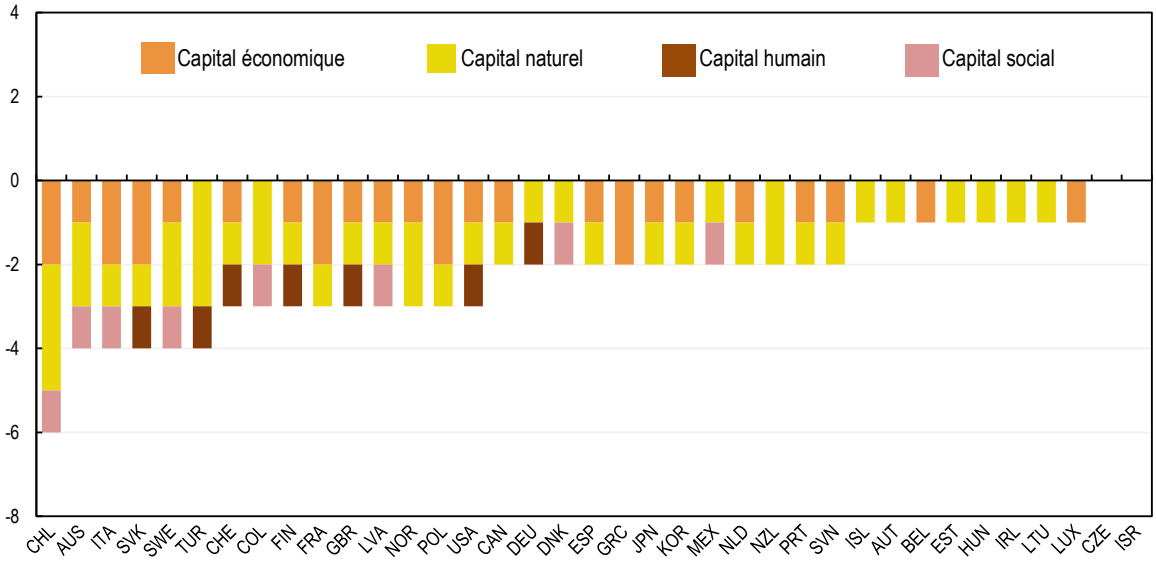
Bien que corrélés, les progrès du bien-être actuel n'ont pas toujours suivi le rythme de ceux des ressources nécessaires au bien-être futur. De fait, les nombreuses avancées réalisées par les pays à cet égard ne se sont pas toujours accompagnées d'une amélioration équivalente des ressources nécessaires pour les pérenniser (Graphique 1.24). Certains pays membres de l'OCDE, comme les États-Unis, l'Irlande et la Suisse, ont nettement plus progressé en ce qui concerne les ressources dont dépend leur bien-être futur qu'en termes de bien-être « ici et maintenant ». D'autres, comme la Colombie, la République slovaque et la Turquie, ont bien plus rehaussé le bien-être des populations aujourd'hui qu'ils n'ont investi dans les ressources futures. Cela signifie que, pour répartir équitablement le bien-être entre les générations, les pays doivent examiner séparément les composantes du bien-être actuel et du bien-être futur de manière à limiter le risque de négliger l'un au détriment de l'autre – risque qui paraît particulièrement sérieux dans le cas du *capital naturel* (Encadré 1.4). De plus, si certains gains de bien-être sont allés de pair avec une croissance plus dynamique du PIB, cela n'est pas toujours le cas, ce qui montre bien qu'il convient de ne pas se limiter au seul indicateur de croissance du PIB pour évaluer les progrès (Encadré 1.5).

Graphique 1.23 Globalement, dans les pays de l'OCDE, les ressources nécessaires au bien-être futur ont plus souvent augmenté qu'elles n'ont reculé

A. Nombre d'indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur ayant enregistré une amélioration constante depuis 2010



B. Nombre d'indicateurs phares des ressources nécessaires au bien-être futur ayant enregistré une dégradation constante depuis 2010

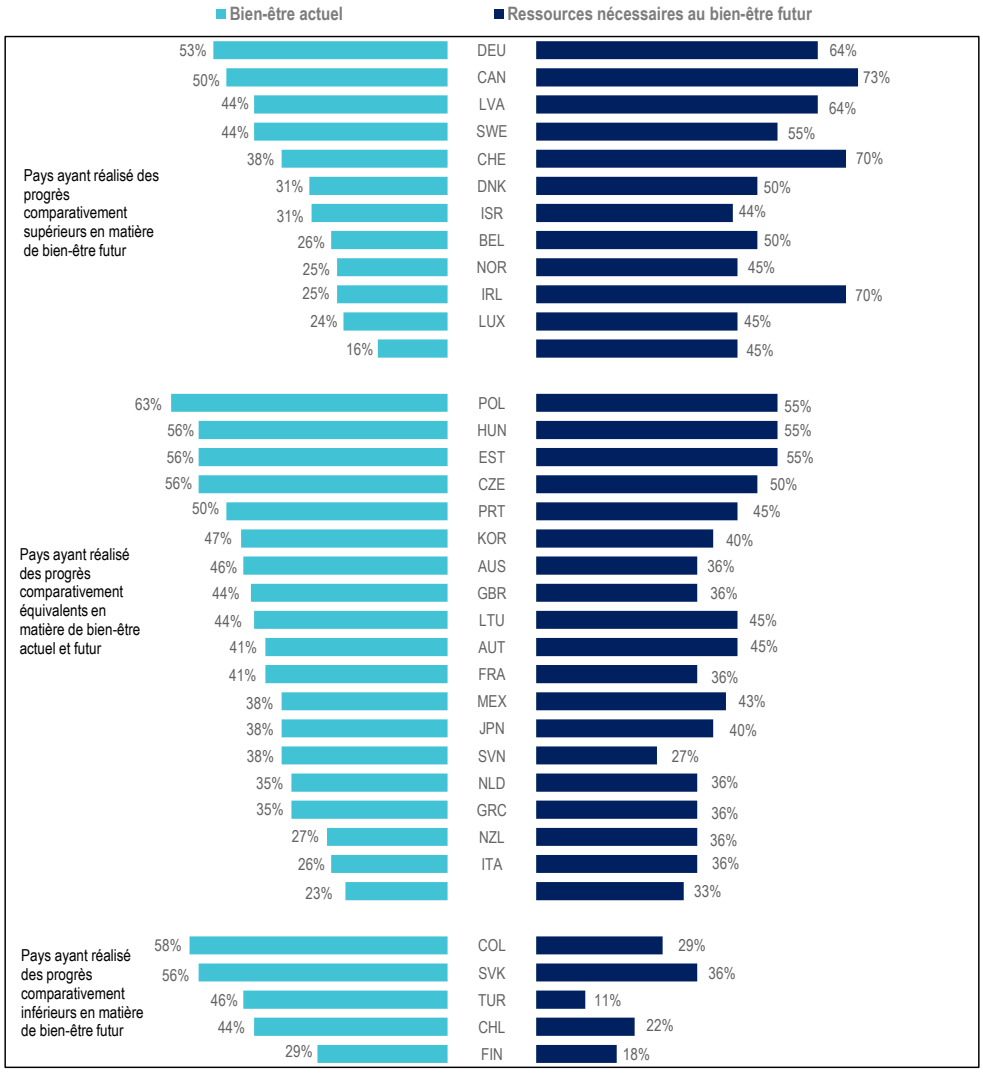


Note : Les informations dont on dispose concernant l'évolution dans le temps des indicateurs phares sont suffisantes, dans le cas du *capital économique,* pour les actifs fixes produits, la valeur financière nette des administrations publiques et l'endettement des ménages ; dans celui du *capital naturel*, pour les émissions de gaz à effet de serre par habitant, la Liste rouge des espèces menacées et l'empreinte matières ; dans celui du *capital humain,* pour le niveau d'études des jeunes adultes, le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre et le nombre potentiel d'années de vie perdues ; et dans celui du *capital social* pour la confiance envers le gouvernement et la parité en politique. Il n'existe pas de série chronologique pour l'indicateur du *capital social* relatif à la confiance envers autrui. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.
Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934125097

Graphique 1.24. Les gains de bien-être actuel et les ressources nécessaires pour les pérenniser ne sont pas toujours équilibrés

Pourcentage des indicateurs phares du bien-être actuel (gauche) et futur (droite) en amélioration constante depuis 2010, sur, respectivement, 24 et 12 indicateurs possibles (les données manquantes étant exclues)



Note : Les indicateurs manquants ont été déduits du nombre total d'indicateurs disponibles pour chaque pays. Les pays sont classés comme ayant réalisé plus de progrès en termes de bien-être actuel/ressources futures si la différence entre les deux est supérieure à 10 %. Les indicateurs phares pour lesquels les informations relatives aux évolutions du bien-être actuel depuis 2010 sont suffisantes (moyennes et inégalités combinées) sont le revenu des ménages, le patrimoine médian des ménages, l'accessibilité financière du logement, le taux d'emploi, l'espérance de vie, les compétences des élèves en sciences, la satisfaction à l'égard de la vie, le taux d'homicide, le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles, les interactions sociales, la participation électorale, le rapport S80/S20 de revenu, le taux de surpopulation, l'écart salarial entre hommes et femmes, les longues heures de travail rémunéré, l'exposition à la pollution atmosphérique, un bilan émotionnel négatif, l'écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité et le pourcentage de la population manquant de soutien social. Les indicateurs phares pour lesquels les informations relatives aux évolutions relatives au bien-être futur depuis 2010 sont suffisantes sont les suivants : pour le *capital économique,* actifs fixes produits, valeur financière nette des administrations publiques et dette des ménages ; pour le *capital naturel*, émissions de gaz à effet de serre (production intérieure) par habitant, Liste rouge des espèces menacées et empreinte matières ; pour le *capital humain*, niveau d'études des jeunes adultes, taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre et mortalité prématurée ; et pour le *capital social*, confiance envers le gouvernement et parité hommes-femmes en politique. Les informations relatives à la confiance envers autrui (*capital social*) ne permettent pas de déterminer les tendances dans quelque pays que ce soit. Voir l'Encadré 1.3 pour une description détaillée de la méthode utilisée pour évaluer les tendances.

Source : Calculs effectués par l'OCDE à partir des sources citées à l'Annexe 1.A.

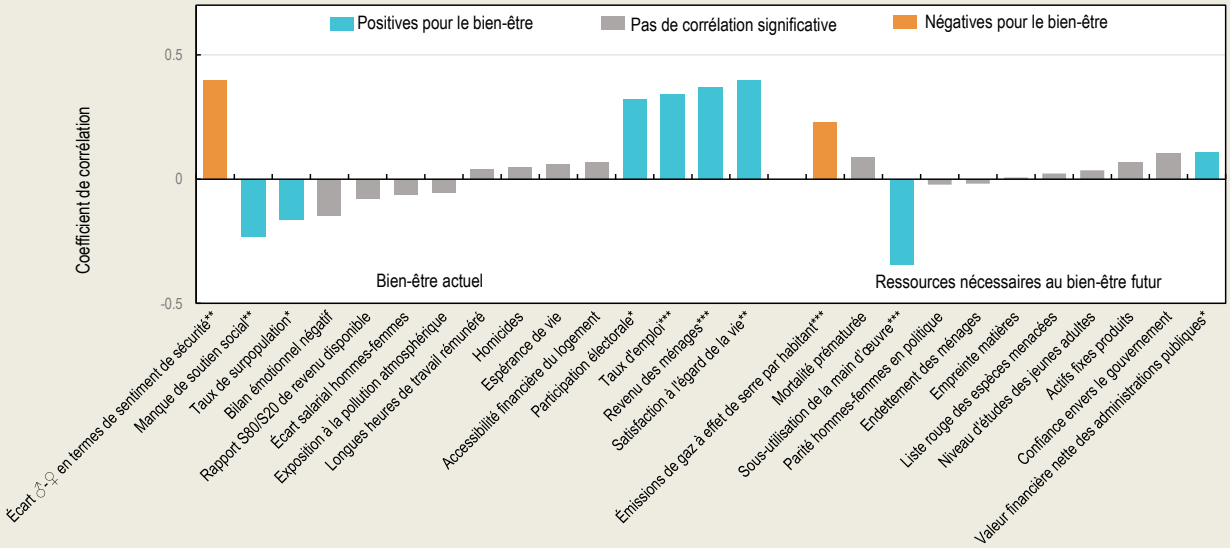
StatLink https://doi.org/10.1787/888934125116

Encadré 1.5. Le lien entre croissance du PIB et bien-être

Une approche centrée sur le bien-être est utile pour dégager d'un coup d'œil les forces et les faiblesses relatives des pays dans de nombreux domaines importants aux yeux des citoyens. Celles-ci permettent de définir des priorités d'action et d'opérer les arbitrages nécessaires entre les politiques publiques. Les données relatives au bien-être peuvent aussi servir à repérer les domaines qui risquent particulièrement d'être négligés lorsque l'on prend la croissance du PIB comme principal indicateur du progrès. La croissance du PIB est un indicateur raisonnablement satisfaisant des évolutions de certains aspects du bien-être actuel et futur depuis 2012 (année à partir de laquelle les dernières estimations de l'OCDE fournissent des données comparables à cet égard). Néanmoins, tous les indicateurs du bien-être n'ont pas de corrélation positive avec la croissance du PIB, et de nombreux autres seraient entièrement ignorés si le PIB était le seul étalon utilisé pour évaluer les progrès (Graphique 1.25).

Graphique 1.25. La croissance du PIB dans l'OCDE depuis 2012 est associée à certaines évolutions du bien-être, mais pas à toutes

Corrélations par paires entre les taux de croissance du PIB et les évolutions des indicateurs du bien-être, 2012-18



Note : L'analyse est basée sur un jeu de données de panel couvrant les 37 pays membres de l'OCDE. Le symbole * figurant à côté d'un indicateur signale des corrélations significatives au niveau p<0.10 ; ** au niveau p<0.05, et *** au niveau p<0.01. Les corrélations non significatives apparaissent en gris.
Sources : Calculs effectués par l'OCDE à partir des *Statistiques des comptes nationaux* (base de données), https://stats.oecd.org/?lang=fr et des sources citées à l'Annexe 1.A.

StatLink https://doi.org/10.1787/888934125135

Depuis 2012, la croissance du PIB au niveau des pays est corrélée de façon significative à l'amélioration de plusieurs aspects des conditions matérielles, comme la hausse du revenu des ménages et du taux d'emploi et la baisse du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (personnes au chômage, découragées ou sous-employées). Dans les pays où l'économie s'est développée, les citoyens ont aussi une opinion plus favorable de leur vie, la participation électorale a augmenté, le nombre de personnes vivant dans des logements surpeuplés a reculé, une proportion plus faible de la population a le sentiment de n'avoir ni amis, ni famille sur qui compter en cas de besoin, et la valeur financière nette des administrations publiques a progressé. Néanmoins, les émissions de gaz à effet de serre par habitant ont augmenté, et l'écart entre hommes et femmes quant au sentiment de sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit s'est resserré lorsque

les économies se sont contractées (essentiellement parce que les pays dont le PIB n'a pas affiché une forte croissance ont mieux réussi à réduire cet écart).

En même temps, les progrès réalisés vis-à-vis d'autres dimensions du bien-être semblent dissociés de la hausse du PIB. Les évolutions des indicateurs du bien-être actuel relatifs aux inégalités de revenu, à la fréquence des longues heures de travail rémunéré, aux écarts salariaux entre hommes et femmes, à l'accessibilité financière du logement, à la pollution atmosphérique, au taux d'homicide et à l'espérance de vie ne sont pas significativement corrélés aux évolutions du PIB. Il en va de même des évolutions de plusieurs ressources dont dépend le bien-être futur (dette des ménages, actifs fixes produits, mortalité prématurée, niveau d'études des jeunes adultes, protection des espèces menacées, empreinte matières des pays, confiance envers l'État et parité en politique). Ainsi, si une économie en croissance peut être associée à une amélioration du bien-être dans certains domaines de la vie, elle ne permet pas d'assurer tout ce à quoi les citoyens attachent de l'importance aujourd'hui et demain.

Références

Durand, M. et C. Exton (2019), « Adopting a Well-Being Approach in Central Government: Policy Mechanisms and Practical Tools », dans *Global Happiness Policy Report 2019*, Sustainable Development Solutions Network, New York, http://happinesscouncil.org/. [1]

Exton, C. et L. Fleischer (2020), « The Future of the OECD Well-being Dashboard », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris (à paraître). [5]

Fleischer, L., M. Frieling et C. Exton (2020), « Measuring New Zealand's Well-being », *OECD Statistics Working Papers*, Éditions OCDE, Paris (à paraître). [3]

OCDE (2019), *Environment at a Glance Indicators*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/ac4b8b89-en. [8]

OCDE (2019), *OECD Economic Surveys: New Zealand 2019*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/b0b94dbd-en. [2]

OCDE (2019), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2019 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/0a0e3904-fr. [4]

OCDE (2019), *PISA 2018 Results (Volume II): Where All Students Can Succeed*, PISA, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/b5fd1b8f-en. [9]

OCDE (2017), *Perspectives économiques de l'OCDE, Volume 2017 Numéro 1*, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/eco_outlook-v2017-1-fr. [6]

ONUDC (2019), *Global Study on Homicide*, http://unodc.org/documents/data-and-analysis/gsh/Booklet2.pdf (consulté le 17 janvier 2020). [7]

Annexe 1.A. Indicateurs principaux du bien-être

Tableau d'annexe 1.A.1. Indicateurs principaux : moyennes actuelles

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année connue	Source
Revenu et patrimoine	Revenu des ménages	Revenu disponible ajusté net des ménages	USD aux PPA de 2017, par habitant	2017	*Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), https://doi.org/10.1787/na-data-fr
	Patrimoine des ménages	Patrimoine net médian des ménages	USD aux PPA de 2016	2016	*Base de données de l'OCDE sur la distribution de la richesse*,http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH
Logement	Accessibilité financière du logement	Revenu disponible restant après les dépenses de logement	Pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages, déduction faite des dépenses de logement et de l'entretien du logement	2018	*Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE5et http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE14A
Travail et qualité de l'emploi	Taux d'emploi	Taux d'emploi	Salariés de 25 à 64 ans, en pourcentage de la population du même âge	2018	*Statistiques de l'OCDE du marché du travail –Données sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R
Santé	Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance	Nombre d'années qu'un nouveau-né peut espérer vivre	2017	*OCDE - État de Santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT
Connaissances et compétences	Compétences des élèves en sciences	Compétences cognitives des élèves de 15 ans en sciences	Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) – score moyen en sciences	2018	OCDE (2019), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année connue	Source
Qualité de l'environnement	Accès aux espaces verts	Accès aux espaces verts	Part de la population urbaine vivant à 10 minutes de marche ou moins d'un espace vert	2012	Poelman (2018), « A walk to the park? Assessing access to green areas in Europe's cities, update using completed Copernicus urban atlas data », Commission européenne, politique régionale et urbaine, https://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/work/2018_01_green_urban_area.pdf
Bien-être subjectif	Satisfaction à l'égard de la vie	Satisfaction à l'égard de la vie	Valeurs moyennes sur une échelle à 11 niveaux graduée de 0 (« pas satisfait du tout ») à 10 (« totalement satisfait »)	2018	*Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)* (base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database; Enquête sociale générale de l'Australie ;Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ; Enquête nationale de la Colombie sur la qualité de la vie ; Enquête coréenne sur l'intégration sociale ; Enquête nationale mexicaine sur les revenus et dépenses des ménages (Module Situation socioéconomique) et Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande
Sécurité	Homicides	Mortalité par homicide	Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants	2016	*OCDE - État de santé* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Temps de loisir	Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles	Heures par jour, personnes occupant un emploi à temps plein	Autour de 2018	Calculs de l'OCDE d'après les microdonnées d'enquêtes publiques sur l'emploi du temps ; *Eurostat, Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps* (base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveyset les tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique
Liens sociaux	Interactions sociales	Temps passé avec amis et famille en tant qu'activité principale	Heures par semaine	Autour de 2018	Calculs de l'OCDE d'après les microdonnées d'enquêtes publiques sur l'emploi du temps ; *Eurostat, Enquêtes européennes harmonisées sur l'utilisation du temps* (base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/web/time-use-surveyset les tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique
Engagement civique	Participation électorale	Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	2016-19	*Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA)* (base de données), www.idea.int

Tableau d'annexe 1.A.2. Indicateurs principaux : inégalités actuelles en matière de bien-être

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Type d'inégalités
Revenu et patrimoine	Rapport S80/S20 de revenu disponible	Rapport entre le revenu des ménages des 20 % les plus riches et des 20 % les plus pauvres sur l'échelle de distribution des revenus	Rapport interquintile de revenu disponible S80/S20 des ménages	2017	*Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus,* https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD	Verticales
Logement	Taux de surpopulation	Taux de surpopulation	Part de ménages vivant dans des logements surpeuplés (définition UE)	2017	*Base de données de l'OCDE sur le logement abordable*, http://oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable/	Privations
Travail et qualité de l'emploi	Écart salarial hommes-femmes	Écart de salaire entre hommes et femmes	Écart de salaire médian entre hommes et femmes, en pourcentage du salaire masculin	2018	*OCDE –Indicateurs de l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi* (base de données), https://stats.oecd.org/Iex.aspx?DataSetCode=GENDER_EMP	Horizontales
	Longues heures de travail	Salariés ayant une durée de travail (rémunéré) très longue	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	2018	*Statistiques de l'OCDE du marché du travail –Données sur le marché du travail par sexe et âge – indicateurs* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_R	Privations
Santé	Écart d'espérance de vie selon le niveau d'études	Écart d'espérance de vie entre les hommes faiblement qualifiés (premier cycle du secondaire au maximum) et hautement qualifiés (études supérieures) à 25 ans	Années	2011	Murtin et al. (2017), « Inequalities in longevity by education in OECD countries: Insights from new OECD estimates », *Documents de travail de l'OCDE sur les statistiques*, n 2017/2, Éditions OCDE, Paris, https://dx.doi.org/10.1787/6b64d9cf-en	Horizontales
Connaissance et compétences	Élèves aux compétences faibles	Proportion d'élèves de 15 ans ayant obtenu un score faible en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences	Proportion d'élèves de 15 ans n'atteignant pas le niveau 2 du PISA en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences	2018	OCDE (2019), *Résultats du PISA 2018 (Volume I) Savoirs et savoir-faire des élèves*, PISA, Éditions OCDE, Paris, https://doi.org/10.1787/ec30bc50-fr	Privations

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Type d'inégalités
Qualité de l'environnement	Exposition à la pollution atmosphérique	Exposition à la pollution atmosphérique aux particules fines supérieure aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)	Proportion de personnes exposées à plus de 10g/m^3 de particules fines ($PM^{2.5}$)	2017	*OCDE – Exposition aux $PM_{2.5}$ dans les pays et les régions* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5	Privations
Bien-être subjectif	Bilan émotionnel négatif	Bilan émotionnel négatif	Proportion de la population éprouvant plus de sentiments et d'états d'esprit négatifs que positifs sur une journée type	2016-18	*Gallup World Poll* (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Privations
Sécurité	Écart hommes-femmes en termes de sentiment de sécurité	Écart entre hommes et femmes en termes de sentiment de sécurité la nuit	Écart entre les proportions d'hommes et de femmes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils/elles marchent seul(e)s la nuit dans la ville ou le quartier où ils/elles vivent	2013-18	*Gallup World Poll* (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Horizontales
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Écart hommes-femmes en termes d'heures de travail	Nombre de minutes de travail rémunéré et non rémunéré effectué en plus par jour par les femmes (15-64 ans)	Minutes par jour	Entre 2005 et 2018	*Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps*, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TIME_USE	Horizontales
Liens sociaux	Manque de soutien social	Manque perçu de soutien social	Proportion de personnes déclarant ne pas avoir d'amis ou de proches sur qui compter en cas de problème	2016-18	*Gallup World Poll* (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Privations
Engagement civique	Ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	Ne pas avoir son mot à dire sur l'action des pouvoirs publics	Proportion des 16 à 65 ans qui considèrent ne pas avoir leur mot à dire concernant l'action publique	Autour de 2012	*Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (PIAAC)* (*base de données*), https://oecd.org/skills/piaac/	Privations

Tableau d'annexe 1.A.3. Indicateurs principaux : ressources nécessaires au bien-être futur

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Types de capital
Capital économique	Actifs fixes nets	Actifs fixes nets	USD aux PPA de 2010 par habitant	2018	Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B	Stock
	Situation financière nette des administrations publiques	Situation financière nette ajustée des administrations publiques	Pourcentage du PIB	2018	*Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS	Facteur de risque
	Endettement des ménages	Dette des ménages	Pourcentage du revenu disponible net des ménages	2018	*Indicateurs financiers de l'OCDE – Stocks*(base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS	Facteur de risque
Capital naturel	Émissions de gaz à effet de serre	Émissions totales de gaz à effet de serre issues de la production nationale, hors utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie (UTCATF)	Tonnes par habitant, équivalent CO_2	2017	*OCDE –Émissions de gaz à effet de serre* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AIR_GHG	Facteur de risque
	Empreinte matières	Ensemble des matières premières mobilisées pour satisfaire la demande finale d'un pays	Tonnes par habitant	2017	*OCDE – Ressources matérielles* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=MATERIAL_RESOURCES	Flux
	Liste rouge des espèces animales menacées	Indice Liste rouge des espèces animales menacées	Indicateur combiné du risque d'extinction des oiseaux, mammifères, amphibiens, cycadales et coraux. Une valeur de 1.0 correspond à une situation dans laquelle toutes les espèces sont dans la Catégorie Préoccupation mineure, c'est-à-dire qu'aucune d'entre elles ne devrait être éteinte dans un avenir proche. Un indice égal à zéro indique que toutes les espèces sont éteintes.	2019	*ONU/DAES – Base de données mondiale relative aux indicateurs de suivi des ODD*, indicateur 15.5.1 http://unstats-undesa.opendata.arcgis.com/datasets/indicator-15-5-1-red-list-index-2/data?orderBy=seriesCode – d'après Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)	Facteur de risque

Dimension	Catégorie	Indicateur	Unité	Dernière année disponible	Sources	Types de capital
Capital humain	Niveau d'études des jeunes adultes	Jeunes adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum	Proportion de personnes âgées de 25 à 34 ans titulaires au minimum d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire	2018	*OCDE –Niveau de formation et situation au regard de l'emploi* (base de données), https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=9f631dd8-dd49-45a6-8e85-7f8bd9749fb2&themetreeid=5	Stock
	Sous-utilisation de la main-d'œuvre	Taux général de sous-utilisation de la main-d'œuvre	Pourcentage de chômeurs, travailleurs découragés (personnes ne faisant pas partie de la population active et n'ayant pas recherché d'emploi au cours des 4 semaines précédentes mais qui souhaitent et peuvent travailler) et travailleurs sous-employés (travailleurs à temps plein ayant travaillé moins que la normale pendant la semaine de référence de l'enquête pour des raisons économiques et travailleurs à temps partiel n'ayant pas trouvé de poste à temps plein alors qu'ils le souhaitaient) dans la population active totale	2018	*OCDE –Tableau de bord sur les ménages* (base de données), http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HH_DASH	Facteur de risque
	Mortalité prématurée	Années potentielles de vie perdues en raison de diverses pathologies et accidents mortels	Années potentielles de vie perdues pour 100 000 habitants (âge normalisé)	2017	OCDE (2020), « Années potentielles de vie perdues » (indicateur), https://doi.org/10.1787/5be59965-fr (consulté le 4 février 2020)	Flux
Capital social	Confiance envers autrui	Confiance interpersonnelle	Moyenne, sur une échelle allant de 0 (« vous n'avez confiance en personne ») à 10 (« La plupart des gens sont dignes de confiance »)	2013	*Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC)*(base de données), https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/income-and-living-conditions, Office de statistique de Nouvelle-Zélande	Stock
	Confiance envers le gouvernement	Confiance envers le gouvernement	Proportion de la population répondant par l'affirmative à la question : Avez-vous confiance en l'administration nationale ?	2016-18	*Gallup World Poll* (base de données), https://gallup.com/analytics/232838/world-poll.aspx	Stock
	Parité hommes-femmes en politique	Femmes siégeant au parlement national	Proportion de femmes siégeant au parlement national	2017	*OCDE - Les femmes en politique* (base de données), https://data.oecd.org/fr/inequality/les-femmes-en-politique.htm, Office de statistique de Lituanie	Facteur de résilience

Notes

[1] Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre recouvre les chômeurs, les travailleurs découragés (personnes ne faisant pas partie de la population active et n'ayant pas recherché d'emploi au cours des 4 semaines précédentes mais qui souhaitent et peuvent travailler) et les travailleurs sous-employés (travailleurs à temps plein ayant travaillé moins que la normale pendant la semaine de référence de l'enquête pour des raisons économiques et travailleurs à temps partiel n'ayant pas trouvé de poste à temps plein alors qu'ils le souhaitaient).

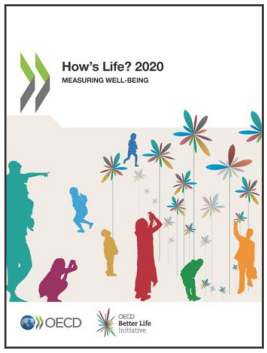
[2] Dans l'édition 2017 de *Comment va la vie ?*, plusieurs indicateurs étaient utilisés à la fois pour la mesure du bien-être actuel et celle des ressources nécessaires au bien-être futur. Cette décision avait été prise délibérément en 2015 lorsqu'il avait fallu définir concrètement les indicateurs relatifs aux ressources nécessaires au bien-être futur, suivant le raisonnement que les connaissances, la santé et le patrimoine sont des éléments intrinsèquement importants pour l'individu, mais aussi qu'ils influencent le niveau de bien-être dans la suite de l'existence et pour la société dans son ensemble. Il s'est cependant avéré que l'utilisation de plusieurs indicateurs communs empêchait d'expliquer clairement la logique du cadre de mesure du bien-être aux parties prenantes. Pour plus de clarté et une plus grande facilité d'interprétation, *Comment va la vie ? 2020* réduit autant que possible les chevauchements entre indicateurs, tout en conservant l'esprit et l'essence des différentes dimensions du bien-être et formes de capital. Par exemple, les compétences cognitives des adultes et des jeunes (de 15 ans) apparaissaient à la fois dans la dimension *connaissances et compétences* du bien-être actuel et dans la dimension *capital humain* du bien-être futur. Même si elles sont déterminantes à la fois pour le bien-être actuel et pour les résultats futurs, ces compétences ont une importance intrinsèque pour les individus (définissant ce qu'ils savent et ce qu'ils sont capables de faire), raison pour laquelle elles n'apparaissent plus que dans les *connaissances et compétences*. Du reste, le *capital humain* comprend toujours un indicateur lié à l'éducation (orienté vers l'avenir) : le niveau d'études des jeunes adultes.

[3] Le travail non rémunéré comprend les tâches ménagères courantes, les achats de biens et services (principalement produits alimentaires, vêtements et articles destinés à l'habitation), la prise en charge des membres du foyer (enfants et adultes) et extérieures au foyer, le bénévolat, les déplacements liés aux activités domestiques et autres formes de travail non rémunéré.

[4] Cette mesure ne tient pas compte des interactions qui se produisent dans le cadre d'autres activités primaires (telles que manger ou s'occuper des membres de sa famille).

[5] Les données sur les tendances dans ces deux pays étant manquantes pour la moitié des indicateurs phares du niveau moyen de bien-être actuel, leurs performances comparatives sont susceptibles d'être biaisées à la baisse.

[6] Il n'en demeure pas moins que les stéréotypes demeurent un obstacle majeur aux choix de carrière, et sont un facteur déterminant de la ségrégation professionnelle ultérieure des femmes : 1 % seulement des adolescentes de 15 ans évaluées par l'enquête PISA dans les pays de l'OCDE déclarent envisager un métier dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), ce chiffre étant de 8 % pour les garçons (OCDE, 2019[9]).



Extrait de :

How's Life? 2020

Measuring Well-being

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/9870c393-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Comment va la vie dans les pays de l'OCDE ? », dans *How's Life? 2020 : Measuring Well-being*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/93fd9ae7-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes : http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation.